



***PEUT-ON REHABILITER LE PRESIDENT
MOUAMMAR KADHAFI ?
DOIT-ON REINTEGRER LA LIBYE
AU SEIN DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE?***

La réparation des attentats meurtriers de Lockerbie, d'UTA et de Berlin ainsi que la renonciation officielle aux armes de destruction massives en 2004 justifient-elles le retour en grâce du président Mouammar KADHAFI auprès des puissances occidentales ?

**Mémoire de géopolitique
du Chef d'Escadron Pierre GLATT
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du Maghreb »**

Directrice de mémoire: Madame Nicole GRIMAUD

Avril 2005

Table des matières

I- APRES PLUS DE TRENTE ANNEES DE POUVOIR (1969-2005), LE PRESIDENT MOUAMMAR KADHAFI PEUT METTRE A SON ACTIF LA MODERNISATION DE LA SOCIETE LIBYENNE AINSI QUE L'AMENAGEMENT D'UN TERRITOIRE PARTICULIEREMENT INHOSPITALIER. TOUTEFOIS, CES REUSSITES SONT RESTEES MECONNUES DES OPINIONS PUBLIQUES OCCIDENTALES.5

1.1- LA SOCIETE LIBYENNE S'EST MODERNISEE :.....	5
1.1.1 - <i>Le patriarcat recule et la condition féminine s'améliore en Libye:</i>	5
1.1.2 - <i>Le port du voile n'est qu'une coquetterie :</i>	6
1.2 - L'ISLAM EST LA RELIGION D'ETAT EN LIBYE, MAIS IL S'AGIT D'UN ISLAM REFORMISTE :.....	6
1.3 - LES CONDITIONS DE VIE SE SONT LARGEMENT AMELIOREES, MAIS DEPENDENT DES ALEAS PETROLIERS :.....	7
1.3.1 - <i>Le prise de pouvoir du colonel KADHAFI s'est traduite par une nette amélioration des conditions de vie en Libye :</i>	7
1.3.2 - <i>Le renversement du marché pétrolier combiné à l'application des thèses socio-économiques du Livre vert stoppe les progrès économiques et alourdit le climat social en Libye durant les années 1980 :</i>	8
1.4 - SOUS L'IMPULSION DU COLONEL KADHAFI, DE GRANDS PROJETS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE LIBYEN ONT CONTRIBUE A HUMANISER CE PAYS DESERTIQUE PARMIS LES PLUS INHOSPITALIERS AU MONDE :.....	9
1.4.1 - <i>La Libye a été longtemps un pays inhospitalier et faiblement peuplé :</i>	9
1.4.2 - <i>La grande rivière artificielle, le projet pharaonique du colonel KADHAFI, a permis de développer l'agriculture et d'approvisionner les agglomérations en eau douce:</i>	9

II- EN EFFET, POUR LES PUISSANCES OCCIDENTALES, LE REGIME DU COLONEL KADHAFI EST UNE DICTATURE, DONT LES AVENTURES EN AFRIQUE ONT ETE INTERPRETEES COMME DES AGRESSIONS DESTABILISATRICES EN AFRIQUE. DE PLUS, LES LIENS ENTRETENUS PAR LE REGIME LIBYEN AVEC GROUPES TERRORISTES ANTI-OCCIDENTAUX FONT DU COLONEL KADHAFI UN DIRIGEANT IMPREVISIBLE ET DANGEREUX.10

2.1 - LA DEMOCRATIE DIRECTE DU COLONEL KADHAFI EST DEVENUE DE FAIT UNE DICTATURE :.....	10
2.2 - LE COLONEL KADHAFI REPRESENTE UN ELEMENT DESTABILISATEUR A L'ECHELLE REGIONALE :.....	12
2.2.1 - <i>La recherche systématique de l'union arabe aboutit à des tensions voire des conflits entre la Libye et les pays arabes:</i>	13
2.2.2 - <i>De même, la politique extérieure libyenne tournée vers l'Afrique subsaharienne a été tout aussi destabilisatrice et désastreuse :</i>	13
2.3 - AU NIVEAU INTERNATIONAL, LE COLONEL KADHAFI INCARNE LE ROLE « D'OPPOSANT A L'ECHELLE MONDIALE », CE QUI L'AMENE A SOUTENIR TOUS LES MOUVEMENTS DE LIBERATION ET A POURSUIVRE UNE GUERRE LARVEE CONTRE L'IMPERIALISME OCCIDENTAL. LE RECOURS AU TERRORISME CONDUIT LA LIBYE DE L'ISOLEMENT A L'EMBARGO :.....	14
2.3.1 - <i>Comme révolutionnaire et nationaliste, le colonel KADHAFI veut promouvoir le nationalisme arabe et l'indépendance nationale en affichant une rupture avec les pays occidentaux , ce qui le conduit à l'isolement :</i>	14
2.3.2 - <i>Comme « opposant à l'échelle mondiale », le colonel KADHAFI mène une politique subversive en parrainant les groupes terroristes anti-occidentaux, ce qui aboutit à une confrontation entre Washington et Tripoli :</i>	16
2.3.3 - <i>L'interventionisme subversif libyen est la cible idéale pour la diplomatie coercitive américaine de l'administration Reagan:</i>	17

III- CEPENDANT, SUITE A L'EMBARGO, L'ISOLEMENT DU COLONEL KADHAFI PAR LES PUISSANCES OCCIDENTALES ENTRAINE UN CHANGEMENT RADICAL DE LA POLITIQUE EXTERIEURE LIBYENNE. AYANT SOLDE CES DERNIERES ANNEES TOUS LES CONTENTIEUX AVEC LES PUISSANCES OCCIDENTALES, LE COLONEL KADHAFI TENTE DE REINTEGRER LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EN CHERCHANT A FAIRE VALOIR LES RESSOURCES DE LA LIBYE ET EN AFFICHANT UNE VOLONTE DIALOGUE PLUS QUE D'AFFRONTMENT.19

3.1 - L'EMBARGO FAIT CHANGER KADHAFI DE STRATEGIE ENVERS LES PUISSANCES OCCIDENTALES :.....	19
3.2 - LE RETOUR DU COLONEL KADHAFI SUR LA SCENE INTERNATIONALE A NECESSITE COMME PREALABLE LE SOLDE DE TOUS LES CONTENTIEUX ENTRE LA LIBYE ET LES PUISSANCES OCCIDENTALES :.....	23
3.3 - LE COLONEL KADHAFI CHANGE DE STRATEGIE MAIS PAS D'AMBITIONS :.....	25

IV- FORTEMENT MARQUE PAR L'ETAT D'ESPRIT BEDOUIN, LE COLONEL KADHAFI NE RENTRE PAS DANS LES GRILLES DE LECTURE OCCIDENTALES, SI BIEN QU'IL APPARAÎT PLUS INCOMPRIS QU'IMPREVISIBLE. SANS ALLER JUSQU'A REHABILITER LE COLONEL KADHAFI, LES PAYS OCCIDENTAUX ONT TOUTEFOIS INTERET A PAIRRAINER LE NOUVEAU DEPART DU REGIME LIBYEN SUR LA SCENE INTERNATIONALE. EN FAIT, IL S'AGIT DE FAIRE PREUVE DE REALISME EN EVITANT DE TOMBER DANS LES EXCES DE L'ANGELISME OU DE LA DIABOLISATION.28

4.1 – INCOMPRIS PLUS QU'IMPREVISIBLE, KADHAFI NE PEUT NEANMOINS PAS ETRE REHABILITE:28

4.2 – TOUTEFOIS, LES PUISSANCES OCCIDENTALES, SURTOUT EUROPEENNES NE PEUVENT PAS IGNORER LES RESSOURCES ENERGETIQUES LIBYENNES NI LA NECESSITE DE STABILISER L'ESPACE EURO-MEDITERRANEEN :.....29

4.3 – LA REINTEGRATION DE LA LIBYE SUR LA SCENE INTERNATIONALE POSE LES DELICATES QUESTIONS DE LA COHERENCE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE AMERICAINE ET DE LA SUCCESSION DU COLONEL KADHAFI :.....30

CONCLUSION.....32

BIBLIOGRAPHIE33

ANNEXE 1 CARTE PHYSIQUE DE LA LIBYE.....35

ANNEXE 2 LA GRANDE RIVIERE ARTIFICIELLE36

ANNEXE 3 LES TENTATIVES D'UNION DE KADHAFI37

ANNEXE 4 LES ECHECS MILITAIRES DE LA LIBYE.....39

ANNEXE 5 SERIES DE TIMBRES A LA GLOIRE DE KADHAFI.....41

ANNEXE 6 REUNION DES «5+5» A PARIS.....44

ANNEXE 7 DIALOGUE EURO MEDITERRANEEN45

INTRODUCTION

Depuis le 01 septembre 1969, le colonel KADHAFI et le régime libyen constituent pour l'opinion publique ainsi que pour les dirigeants occidentaux de véritables énigmes. A la fois méconnus et malcompris, le colonel KADHAFI et la Jamahiriya libyenne ne laissent pourtant personne indifférent et rares sont ceux qui proposent des analyses ou des jugements modérés et objectifs. En effet, d'un côté, on trouve les détracteurs du colonel KADHAFI qui diabolisent le personnage, sa politique et ses intentions. Pour eux, le président libyen est un dangereux terroriste, un fanatique religieux et un dictateur incontrôlable ! De telles formules sont d'autant plus crédibles que l'actualité récente (frasques du fils KADHAFI à Paris, renonciation à la présidence de l'Union du Maghreb Arabe, le 8 décembre 2004) tend à confirmer le côté provocateur et imprévisible du régime libyen et de la famille KADHAFI. D'autre part, il y a ceux qui minimisent les implications du colonel KADHAFI dans les attentats terroristes, et qui font un véritable panégyrique du personnage. Pour ces derniers, son bilan après 35 années au pouvoir est positif. En effet, les inconditionnels du président libyen pensent que le guide libyen a combattu sans ménagement les intégristes musulmans ; qu'il a mis en place un régime démocratique original privilégiant les rapports directs entre l'exécutif et le peuple souverain ; et enfin qu'il a modernisé la Libye en développant l'éducation de la jeunesse libyenne, en améliorant les conditions de vie de la population et en aménageant de façon spectaculaire un territoire particulièrement inhospitalier. Sans tomber dans les excès de la diabolisation ou de l'angélisme, il s'agit avant tout d'étudier un personnage controversé et un régime sujet à caution en faisant preuve d'objectivité et de lucidité.

En réalité, ni fou dangereux ni démocrate éclairé, mais fortement marqué par la culture bédouine, le colonel KADHAFI a poursuivi avec une obstination brouillonne un programme politique démesurément ambitieux au regard de l'importance de son pays à l'échelle régionale comme sur la scène internationale. Ce faisant, il s'est heurté à tous ses voisins ainsi qu'aux puissances occidentales, ce qui a conduit le régime libyen de l'isolement à l'embargo. Ayant tiré les leçons de tous ses échecs, le colonel KADHAFI a réussi à faire un retour remarqué sur la scène internationale en changeant de stratégie, mais pas d'ambitions. C'est pourquoi, sans pardonner le passé terroriste du colonel KADHAFI, les pays occidentaux et notamment les pays européens bordant la Méditerranée, ont intérêt à promouvoir la réintégration de la Libye sur la scène internationale pour stabiliser l'espace euro-méditerranéen et exploiter ses ressources énergétiques.

Après avoir établi un bilan complet des 35 années de pouvoir du colonel KADHAFI, il s'agit de mettre en évidence les mécanismes qui ont permis au président KADHAFI de tourner la page sur son passé terrorisme et de sortir de son isolement sur la scène internationale. En dernier lieu, il est nécessaire de s'interroger sur les motivations et la fiabilité du personnage comme du régime pour émettre un avis sur l'opportunité de réhabiliter ou pas le colonel KADHAFI et de parrainer ou pas la réintégration de la Libye dans la communauté internationale.

I- Après plus de trente années de pouvoir (1969-2005), le président Mouammar KADHAFI peut mettre à son actif la modernisation de la société libyenne ainsi que l'aménagement d'un territoire particulièrement inhospitalier. Toutefois, ces réussites sont restées méconnues des opinions publiques occidentales.

1.1- La société libyenne s'est modernisée :

1.1.1 - Le patriarcat recule et la condition féminine s'améliore en Libye:

En septembre 1969, la société libyenne n'avait pas du tout évolué en raison d'une éphémère et embryonnaire colonisation italienne de 1921 à 1940. Ce retard était flagrant en comparaison des autres pays du Maghreb, où la présence coloniale française avait eu le temps de faire évoluer les mentalités et émerger de nouvelles élites en rupture avec les élites traditionnelles issues des pratiques tribales. C'est pourquoi, les véritables réussites du président Mouammar KADHAFI consistent en la modernisation de la société libyenne et surtout en l'évolution de la condition féminine en Libye. L'action réformatrice conduite par le colonel KADHAFI a abouti à l'émergence d'un modèle original¹ se distanciant à la fois du patriarcat méditerranéen classique et des mouvements féministes occidentaux. En réalité, le président KADHAFI est parvenu à concilier plusieurs cadres de références contradictoires (traditions sociales, coutumes tribales, Islam et Livre Vert...) en transformant la société patriarcale traditionnelle en une société moderne plus égalitaire entre les sexes et les générations. Plus qu'un but, l'émancipation de la femme libyenne a fourni l'occasion et le moyen de remettre en cause l'autorité patriarcale sans déstabiliser toute la société libyenne, mais en démocratisant l'institution familiale et en minimisant l'influence tribale. A la fin des années 1970, le régime du colonel KADHAFI décide de s'attaquer aux mentalités au travers de l'enseignement et des médias. Le discours officiel se durcit contre les pratiques patriarcales prenant la formule provocatrice de la « femme en armes ». Pour le colonel KADHAFI, « les femmes ne seront libres et respectées, elles n'exerceront la plénitude de leurs droits, que lorsqu'elles seront fortes grâce à la possession de toutes les armes, les armes à feu comme celles de la conscience, de la culture et de la révolution... Le diplôme, même universitaire, ne suffit pas. C'est sur sa personnalité, sa compétence, sa culture générale que la femme sera jugée et qu'elle réussira à s'imposer aux hommes, y compris aux militaires. » Ce symbole fort se concrétise alors par la création d'une Académie militaire pour les femmes (AMF).

¹ Formule utilisée par Maria GRAEFF-WASSINK dans La nouvelle Libye, Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo ; Editions Karthala, novembre 2004

Pour mesurer de façon objective l'étendue des changements de mentalité en Libye, deux enquêtes ont été menées à douze années d'intervalle et les résultats obtenus² montrent que pour la majorité des personnes interrogées au sein des deux académies militaires (celle des femmes comme celle des hommes), l'opinion prévalente va dans le sens des normes jamahiriennes, c'est-à-dire d'un affranchissement du patriarcat : 68% des étudiantes ont l'intention de continuer à travailler une fois mariées et seuls 44% des étudiants préféreraient que leur épouse ne travaille pas.

1.1.2 - Le port du voile n'est qu'une coquetterie :

Un autre révélateur intéressant de ces mutations sociétales en Libye est la question du port du voile pour les femmes. Le colonel KADHAFI a toujours été très défavorable au port du voile qu'il qualifie « d'artifice contre nature » et de « révélateur d'une mentalité bourgeoise citadine ». Il est notoire que le port du voile féminin est une pratique restée étrangère à la population bédouine. L'influence bédouine ainsi que l'émancipation des femmes sont incontestables en Libye, lorsqu'en 1988, 73% de la population est d'avis que la respectabilité de la femme ne dépend pas du port du voile. Il s'agit d'une véritable réussite pour le colonel KADHAFI qui a su moderniser un pays arabe et musulman sans tomber dans les excès d'un rigorisme religieux ou laïc pour assurer son pouvoir personnel et l'indépendance de la Libye.

1.2 - L'Islam est la religion d'Etat en Libye, mais il s'agit d'un Islam réformiste :

Pour le président Mouammar KADHAFI, le panarabisme plus que l'Islam doit être le moteur de l'unification et de l'indépendance de la nation arabe : « on peut réunir les Arabes en tant qu'Arabes ayant un esprit musulman mais si on essaye de les réunir en tant que musulmans, en ignorant qu'ils sont Arabes, ce sera une tentative vouée à l'échec ». Certes plus religieux que son modèle égyptien NASSER, le colonel KADHAFI impose un Islam réformiste et original en Libye. Il met ainsi en place des mesures « islamistes » comme l'interdiction de consommer de l'alcool en Libye, le drapeau vert devenu l'emblème national à partir de 1977 ou l'interdiction d'utiliser l'écriture latine à un usage public... Mais, il s'agit de mesures d'ordre culturel et non pas religieuses, afin de mieux lutter contre les influences occidentales ressenties comme une « aliénation culturelle impérialiste » (port de la cravate, calendrier grégorien ou musique occidentale). En réalité, le colonel KADHAFI propose une interprétation personnelle et provocatrice d'un Islam réformiste : « La religion de Mohamed est une chose, l'Islam en est une autre. L'Islam, tel qu'il est venu avec le Coran, cela veut dire le christianisme, le judaïsme

² cf. le chapitre de Maria GRAEFF-WASSINK dans La nouvelle Libye, Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embarco ; Editions Karthala, novembre 2004

et le mahométisme. Le mot Islam était donc utilisé bien avant Mohamed... Tous ceux qui croyaient en Jésus, en Moïse, Abraham, Jacob, tous sont mentionnés dans le Coran et ont embrassé l'Islam et cela avant la venue de Mohamed. Cela veut bien dire que l'Islam est la religion de l'unité et de la soumission à Dieu. » L'audace de certaines de ses exégèses (la charia est un droit positif et non un droit sacré...le chef de l'Etat ne peut asseoir sa légitimité sur une base religieuse...) ainsi que sa politique familiale (monogamie, divorce, transmission du patrimoine...) sont les principaux arguments de ses opposants idéologiques notamment des islamistes le qualifiant même « d'apostat ». En fait, pour le colonel KADHAFI, la religion en tant que référentiel normatif ne doit pas se mettre en travers des principes d'indépendance, de souveraineté nationale et de démocratie directe énoncés dans le premier tome du Livre vert (« si le chef de l'Etat l'est sur une base religieuse, théocratique, il devient très difficile de le critiquer car il se prévaut de la sainteté et cela est dangereux »). Il faut aussi remarquer que KADHAFI ne mentionne jamais l'Islam nommément dans le Livre vert, mais seulement le fait religieux comme une force abstraite, mais puissante, qui gouverne les vies humaines.

1.3 - Les conditions de vie se sont largement améliorées, mais dépendent des aléas pétroliers :

1.3.1 - Le prise de pouvoir du colonel KADHAFI s'est traduite par une nette amélioration des conditions de vie en Libye :

Plusieurs observateurs étrangers ont été témoins des prodigieuses transformations matérielles que la richesse du pétrole et la révolution culturelle du président KADHAFI ont apporté à la Libye pendant les années 1970. Le docteur John MASON, anthropologue de l'Université de Boston et maître de conférences en Libye (1965-1970) vivait, juste avant la révolution, à Augila, une oasis berbère arabisée en Cyrénaïque. La vie y était rude avec seulement des transports animaliers, des abris de fortune et un outillage rudimentaire pour gérer les tâches quotidiennes et cultiver des tomates, des oignons et des dattes.

Etant revenu en juin 1977, le docteur John MASON put constater qu'Augila, naguère pastorale, était devenue du jour au lendemain une ville pleine d'activités. Cinq nouveaux établissements scolaires, dont un collège, une école coranique et une école de filles, avaient été construits. Quatre médecins permanents travaillant à plein temps s'étaient installés dans l'oasis. En quelques minutes, le docteur John MASON vit plus d'automobiles qu'il n'en avait vu auparavant dans l'oasis en une année entière. Des petites boutiques offraient aux villageois bénéficiant de meilleurs revenus, la plupart des biens de consommation qui auraient pu se trouver dans une grande ville. Beaucoup de foyers s'étaient équipés de télévisions, de réfrigérateurs et d'appareils ménagers inconnus en 1970. La prospérité d'Augila provenait indirectement des rentes pétrolières de la région qui avaient fourni de nouveaux débouchés. Les

produits agricoles se vendaient mieux et leur production s'était améliorée par l'achat de semences, d'engrais et de matériel agricole.

Cette mutation économique s'était accompagnée d'une spectaculaire amélioration du mode de vie : les vieilles maisons en briques ocre faisaient place à des immeubles en béton... En extrapolant cet exemple isolé mais représentatifs des changements économiques en Libye, on comprend le rôle déterminant du colonel KADHAFI dans la nette amélioration du mode de vie de la population libyenne.

1.3.2 - Le renversement du marché pétrolier combiné à l'application des thèses socio-économiques du Livre vert stoppe les progrès économiques et alourdit le climat social en Libye durant les années 1980 :

Pendant la première décennie du nouveau régime, les pétrodollars injectés dans une société en pleine mutation avaient suscité une totale adhésion de la population lybienne aux thèses du colonel KADHAFI. Il apparaît ensuite que la crise économique liée au tassement des revenus pétroliers durant les années 1980 montre les limites du développement économique libyen ainsi que la fragilité du régime de la Jamahiriya. En effet, des tensions sociales et des contestations politiques se manifestent clairement en Libye.

Suite aux deux chocs pétroliers et à la crise économique, le recul de la demande mondiale de pétrole entraîne la baisse des cours du pétrole. A cela s'ajoute en Libye une diminution de la production pour enrayer le processus de baisse des prix (2 millions de barils en 1979 à 1 million de barils en 1981). Les conférences extraordinaires de l'OPEP n'empêchent pas la dégringolade des prix (35 dollars à 20, puis à 15 dollars le baril en l'espace de 6 ans). Ceci se traduit par une véritable chute des ressources en devises pour la Libye (22,5 milliards de dollars en 1980 à 14,3 milliards de dollars en 1982), par une chute des budgets d'investissements (8 milliards en 1983 à 5,7 milliards en 1984), par une chute du montant des importations (16 milliards en 1980 à 7 milliards en 1985) et par l'accumulation de dettes (4 milliards d'impayés aux entreprises occidentales plus 5 milliards à l'URSS).

A cette dépendance pétrolière s'ajoute aussi la dépendance à l'égard de la main d'œuvre étrangère. Pendant les années 1970, la Libye s'est engagée dans une spirale dangereuse d'une double immigration de cadres et d'exécutants : de 11% en 1970 le nombre d'étrangers est passé à 48% en 1983 ! Rapidement, la Libye s'est conduit en pays rentier, dont les citoyens ont abandonné les tâches productives pour se consacrer aux tâches administratives plus payées et moins ingrates. En 1984, pour à peine 3 millions d'habitants, il y a 20 000 Coréens, 12 000 Thaïlandais et 8 000 Philippins dans les travaux publics ; 50 000 Turcs dans les transports routiers ; 170 000 Pakistanais et 18 000 Indiens dans les fermes d'Etat ; 90 000 Tunisiens dans le commerce et l'agriculture, 140 000 Egyptiens dans l'administration et l'éducation ; quelques

milliers de conseillers soviétiques dans les armées et quelques centaines d'Américains dans le secteur pétrolier. Toutefois, cette situation intérieure devient intenable à partir du moment, où le régime libyen va tenter de mettre en application les thèses économiques du Livre vert (notamment les mesures à l'encontre du commerce de détail suspecté d'enrichissement).

1.4 - Sous l'impulsion du colonel KADHAFI, de grands projets d'aménagement du territoire libyen ont contribué à humaniser ce pays désertique parmi les plus inhospitaliers au monde :

1.4.1 - La Libye a été longtemps un pays inhospitalier et faiblement peuplé :

Déjà, le géographe ancien Strabon avait comparé la Libye à « une peau de léopard », où les taches représentaient les agglomérations éparses sur un vaste désert, le plus aride et le plus hostile au monde (selon le témoignage de Saint Exupéry). En 1969, il y avait à peine 2 millions d'habitants dispersés sur une superficie de 1 760 000 km², soit quatre fois celle de la France. Cette situation s'explique par l'inhospitalité de ce pays, cumulant de très faibles précipitations avec des températures extrêmes (35° à 40° à l'ombre en été, 5° en hiver) ainsi que des vents desséchants et désagréables. D'où, une végétation de type méditerranéenne sèche voire désertique peu propice aux cultures (moins de 1% de la superficie était cultivable). C'est pourquoi jusqu'au début des années 1970, la société traditionnelle libyenne s'était tenue à l'écart des bouleversements économiques mondiaux en se contentant d'exploiter au mieux les possibilités agricoles des plaines côtières en Tripolitaine, de perpétuer les microcultures dans les oasis du Fezzan, et de faire de l'élevage en Cyrénaïque.

En 1970, ce retard n'était pas compatible avec les aspirations politiques ni les ambitions nationalistes du colonel KADHAFI, qui voulait tirer profit de la rente pétrolière pour aménager le territoire libyen avec pour objectif de parvenir à une autosuffisance alimentaire.

1.4.2 - La grande rivière artificielle, le projet pharaonique du colonel KADHAFI, a permis de développer l'agriculture et d'approvisionner les agglomérations en eau douce:

Après 35 ans au pouvoir, le colonel KADHAFI peut objectivement mettre à son actif sa politique d'aménagement du territoire, notamment la transformation des paysages ruraux et pratiques agricoles dans toute la Libye. En effet, même si largement contestée, la réalisation de la « grande rivière artificielle » a favorisé le développement des surfaces cultivables grâce au système d'irrigation en Tripolitaine et aux stations de pompage au Fezzan. Les articles de Jean Bisson et de Marc Côte dans La nouvelle Libye mettent bien évidence le développement spectaculaire d'une agriculture moderne et dynamique en Libye au cours des trois dernières décennies.

Ce dynamisme particulièrement visible au Fezzan est le résultat de la conjonction de trois faits :

- des potentialités naturelles faiblement valorisées jusqu'au développement de l'irrigation ;
- les interventions de l'Etat par des investissements directs et des incitations indirectes ;
- sur les capacités de la population qui est fortement ouverte sur le monde : « la population libyenne n'est pas repliée sur elle et est à l'écoute du monde par les multiples antennes paraboliques, elle connaît les cours et les possibilités dans tous les pays voisins, elle a une capacité d'adaptation et d'innovation étonnante. Elle a également le sens de l'espace, une grande mobilité, sait créer des réseaux, associer des activités diverses... Ainsi, la parabole et la camionnette sont aussi indispensables à l'exploitation que la houe et le tracteur. Paradoxalement, ces Sahariens ne craignent pas l'économie de marché, ils y sont entrés, calculent cours, coûts et kilométrages. » (Extrait de l'article de Marc Côte, Une agriculture pionnière au Fezzan dans La nouvelle Libye).

Sous l'impulsion du colonel KADHAFI, l'aménagement du territoire libyen a permis de multiplier par 60 les surfaces irriguées au Fezzan (de 1000 hectares en 1945 à 60 000 hectares en 2003).

En conclusion, au cours des trente dernières années, le colonel KADHAFI a mené une politique réformiste et volontariste en Libye, qui a contribué à moderniser les rapports sociaux, à améliorer les conditions de vie des Libyens et à aménager un territoire inhospitalier. Ces bouleversements résultent de compromis originaux entre une exploitation capitaliste du pétrole et des tentatives plus ou moins heureuses de contrôle étatique de l'économie libyenne. Toutefois, le colonel KADHAFI a réussi à moderniser son pays tout en préservant la fierté et la richesse des cultures arabe et bédouine.

II- En effet, pour les puissances occidentales, le régime du colonel KADHAFI est une dictature, dont les aventures en Afrique ont été interprétées comme des agressions déstabilisatrices en Afrique. De plus, les liens entretenus par le régime libyen avec les groupes terroristes anti-occidentaux font du colonel KADHAFI un dirigeant imprévisible et dangereux.

2.1 - La démocratie directe du colonel KADHAFI est devenue de fait une dictature :

Le soir du 31 août 1969, douze officiers conjurés, dont le colonel KADHAFI, renversèrent le vieux roi Idriss SENOUSI avec pour ambition d'installer un régime présidentiel d'inspiration nassérienne. Toutefois, le projet politique du colonel KADHAFI s'appuya d'emblée sur une idéologie originale, celle de l'Etat des masses (Jamahiriya). Plus souvent caricaturé que véritablement analysé, le projet politique du colonel KADHAFI apparaît

néanmoins assez cohérent dans la mesure, où la finalité sous-jacente à toutes les actions entreprises est de redonner à la nation arabe, en la réunifiant les moyens d'effacer les traces de la colonisation occidentale. Pour le colonel KADHAFI, l'existence de l'Etat d'Israël symbolise la survivance d'une forme de colonialisation occidentale au sein du monde arabe.

Pour mener à bien ce projet politique de panarabisme d'inspiration nasérienne, le colonel KADHAFI a voulu instaurer une forme de démocratie directe s'affranchissant des barrières institutionnelles classiques pour mieux « libérer sur les masses » et créer une volonté unitaire entre les pays arabes. Cette conception plus populiste que démocratique du pouvoir va dériver vers une forme originale de dictature s'appuyant sur des comités populaires et non sur des partis ou des corps administratifs constitués. Pour KADHAFI, « celui qui crée un parti trahit » et les fonctionnaires doivent disparaître car inutiles et contre productifs. En théorie, les congrès populaires regroupant des représentants des comités populaires sont à l'origine de toute décision politique. A l'échelon supérieur, le Congrès général du peuple ne doit que se contenter de mettre en cohérence, de coordonner ainsi que de budgétiser les décisions des congrès populaires. En réalité, dès le 2 novembre 1977, la création de comités révolutionnaires atteste des résistances internes au projet politique du colonel KADHAFI et symbolise la dérive autoritaire du nouveau régime libyen. En totale contradiction avec la théorie jamahiriyenne, une sorte de milice fait son apparition et ses méthodes expéditives ne diffèrent en rien de celles d'un parti unique. Cette milice contrôle les fonctionnaires, anime les comités populaires, sélectionne les délégués, mais aussi s'implante dans l'armée et supervise la presse. Disposant d'un appareil judiciaire propre, la Cour révolutionnaire, cette milice fait régner la peur et l'arbitraire. Les adversaires contestant le régime du colonel KADHAFI sont emprisonnés (en 1980, l'organisation Amnesty International soutenait 77 prisonniers politiques libyens, principalement des intellectuels dits « prisonniers de conscience »). De même, en février 1980, les journaux officiels libyens ont publié une déclaration des comités révolutionnaires autorisant la « liquidation physique » des ennemis de la révolution à l'étranger. En quelques mois, une dizaine de Libyens furent ainsi éliminés à l'étranger, notamment Mohammed RAMADAN, employé à la BBC à Londres. Cette dérive a motivé des réactions internes et externes qui se sont concrétisés par plusieurs tentatives d'attentat visant le colonel KADHAFI.

La plupart des tentatives de renversement du régime ou d'attentat contre le colonel KADHAFI sont venues des rangs de l'armée. Toujours suspectée par KADHAFI, l'armée est surveillée et contrôlée par un petit nombre de fidèles ayant seuls l'accès aux arsenaux. A un rythme presque annuel, on peut néanmoins retenir un palmarès d'une bonne dizaine de tentatives sérieuses de coups d'Etat déjoués par le service de protection du colonel KADHAFI: en 1969, les officiers

HAWAZ et MOUSSA, membres du gouvernement provisoire sont emprisonnés puis exécutés ; en 1970, deux anciens premiers ministres BACCOUCHE et MAZEK sont arrêtés pour participation à un complot soutenu par l'étranger ; en 1975, deux autres officiers, Omar al-MEHEICHI et Béchir HAWADI sont trahis et arrêtés ; en 1977, 22 officiers sont exécutés devant leurs troupes et 5 civils accusés d'avoir voulu incendier le siège de l'Union Socialiste Arabe de Benghazi, sont pendus ; en 1984, des troubles entraînent une répression féroce avec la retransmission télévisée des pendaisons publiques ; en 1985, Hassan ISHKAL, beau-frère de KADHAFI et commandant de la région militaire de Syrte est exécuté car soupçonné de préparer un coup d'Etat avec le soutien des puissances occidentales ; en 1987, 7 membres d'un groupe islamiste sont exécutés à Benghazi ; en 1989, les gardes du corps du président syrien en visite en Libye font échouer in extremis une tentative d'assassinat ; en 1993, un soulèvement militaire a été réprimé par une centaine de morts impliquant même des membres de la tribu WARFALLA réputée acquise au colonel KADHAFI ; enfin pendant la période 1995-1996, un groupe islamique opérant des coups de main contre des symboles du régime à partir du Jebel Al Akhdar, est finalement anéanti.

Les rêves de démocratie directe et de troisième théorie universelle du Livre Vert ont vite cédé le pas à une réalité beaucoup moins glorieuse de parti unique contrôlant l'opinion et d'Etat policier répressif faisant de la République Jamahiriyyen une dictature instrumentée par le colonel KADHAFI. Cette douloureuse réalité a contribué à discréditer à la fois la personnalité ainsi que le projet politique du colonel KADHAFI aux yeux de la communauté internationale et des opinions publiques occidentales pour qui la Libye du colonel KADHAFI est devenu « un Etat voyou » déstabilisateur et terroriste de surcroît.

2.2 - Le colonel KADHAFI représente un élément déstabilisateur à l'échelle régionale :

Le colonel KADHAFI se rend compte au cours de l'année qui suit son arrivée au pouvoir le 1er septembre 1969, que les vastes ressources de la Libye en pétrole de haute qualité, et les richesses financières qui en découlent, peuvent lui servir à financer une politique extérieure ambitieuse. Cela d'autant plus qu'il existe un extrême contraste entre la formidable étendue des ressources financières et du territoire de la Jamahiriya (l'Etat des masses) et la faiblesse de sa population. Il s'en suit un interventionnisme libyen sur la scène arabe, africaine et mondiale traduisant la volonté de KADHAFI de réduire l'influence occidentale (nationalisation des banques le 14 novembre 1969, expulsion des colons italiens le 21 juin 1970, rupture des

accords avec les Etats-Unis) et de faire progresser ses objectifs unitaires visant à rallier les masses populaires à la mesure de ses ambitions nationalistes arabes.

2.2.1 - La recherche systématique de l'union arabe aboutit à des tensions voire des conflits entre la Libye et les pays arabes:

L'article premier de la Constitution provisoire adoptée le 11 décembre 1969, affirme notamment que « le peuple libyen fait partie de la nation arabe » et que « son objectif est la réalisation de l'unité arabe totale ». Ainsi, servie par une rente pétrolière considérable, jusqu'au milieu des années 1980, toute la stratégie de KADHAFI au niveau régional tourne donc autour de l'unité arabe. Il propose à plusieurs reprises l'union à ses voisins ou frères arabes ou, plus largement, musulmans. L'effort du régime au cours des trois premières années de la « Révolution du 1er septembre » réside dans la mise en œuvre du premier grand accord unitaire entre la Libye, l'Egypte et la Syrie. L'union, déjà proposée au Soudan et à l'Egypte dès octobre 1969, à travers la Charte de Tripoli, est surtout envisagée avec l'Egypte de NASSER, référence absolue pour le colonel KADHAFI et avec la Syrie, le 17 avril 1971, à l'occasion de la proclamation de Benghazi sur l'Union des républiques arabes, puis avec la Tunisie en 1974, le Maroc en 1984, l'Algérie et même le Yémen. Cependant toutes ses tentatives d'union échouent les unes après les autres et se soldent par des contentieux ou de l'anémosité avec la Libye (se reporter à l'annexe 1).

Toutefois, malgré tous ces échecs et toutes les ruptures diplomatiques : avec la Jordanie (27 septembre 1972), le Liban (1978), l'Irak (10 octobre 1980), l'Arabie Saoudite (28 octobre 1980), les Emirats arabes (1987), le colonel KADHAFI n'a jamais renoncé à son projet d'unité arabe. Il a su entretenir le mythe du panarabisme et la dynamique unitaire auprès des populations arabes et de leurs dirigeants au travers d'une surenchère verbale à l'encontre de ceux qui sacrifient les intérêts arabes pour les exigences de la real-politique.

2.2.2 - De même, la politique extérieure libyenne tournée vers l'Afrique subsaharienne a été tout aussi destabilisatrice et désastreuse :

La stratégie d'unité arabe de KADHAFI se double d'une approche saharo-sahélienne plus large, qui vise à fédérer les peuples nomades de la zone tampon entre le Maghreb et l'Afrique noire. Ceci explique, en partie, le soutien que le colonel KADHAFI apporte, jusqu'au traité d'union de 1984 avec le Maroc, au Front Polisario pour la reconquête du Sahara occidental, dans l'intérêt du jeu politique algérien. De la même manière, il favorise la déstabilisation de la Mauritanie et soutient les agitations tribales au Mali, au Burkina Faso, au Niger et même en Algérie. Toutes ces tentatives ont échoué et ont contribué à cristalliser des ressentiments envers la Libye comme le prouvent toutes les ruptures diplomatiques avec la Libye : avec le Tchad

(août 1971), la Gambie (30 octobre 1980), la Somalie (24 août 1981). Des diplomates libyens sont expulsés du Nigeria (5 janvier 1981), du Niger (13 janvier 1981), du Kenya (15 janvier 1981), du Mali (16 janvier 1981), de l'île Maurice (13 janvier 1984), de la Mauritanie (avril 1984). Enfin, les interventions de la Libye en Afrique subsaharienne (se reporter à l'annexe 2) ont donné lieu à des engagements militaires qui ont abouti à des défaites humiliantes pour le colonel KADHAFI et les militaires libyens ainsi qu'à des tensions régionales voire internationales avec l'intervention militaire de la France au Tchad.

Au final, le colonel KADHAFI, qui a tant rêvé d'unité, se retrouve isolé à l'échelle régionale. Cette situation régionale est d'autant plus dure pour lui que sa politique extérieure anti impérialiste l'a aussi marginalisé sur la scène internationale, où la Libye est considérée comme « un Etat voyou ».

2.3 - Au niveau international, le colonel KADHAFI incarne le rôle « d'opposant à l'échelle mondiale », ce qui l'amène à soutenir tous les mouvements de libération et à poursuivre une guerre larvée contre l'impérialisme occidental. Le recours au terrorisme conduit la Libye de l'isolement à l'embargo :

Pour le colonel KADHAFI, le projet politique d'unir la nation arabe est principalement motivé par une farouche volonté de s'opposer aux puissances occidentales impérialistes symbolisant colonialisme et sionisme qui sont autant de camouflets aux yeux du colonel KADHAFI.

2.3.1 – Comme révolutionnaire et nationaliste, le colonel KADHAFI veut promouvoir le nationalisme arabe et l'indépendance nationale en affichant une rupture avec les pays occidentaux , ce qui le conduit à l'isolement :

Dès son accession au pouvoir, le colonel KADHAFI met en œuvre une politique fortement teintée de nationalisme arabe, qui se traduit par une série de mesures visant les intérêts occidentaux :

- Le 2 novembre 1971, KADHAFI décrète et proclame la souveraineté libyenne sur l'ensemble des eaux du golfe de Syrte. Le golfe de Syrte, au sud du 32° parallèle, est déclaré unilatéralement par KADHAFI « mer intérieure libyenne ».
- Le 8 juin 1973, la Libye accuse les Américains de ne pas respecter la zone définie comme « restricted air zone ». Le 1er septembre, il nationalise de toutes les compagnies pétrolières par une prise sous contrôle à hauteur de 51% de leurs actifs.
- Le 11 février 1974, la Libye nationalise les trois compagnies américaines : Texaco, American Oil Co et California Asiatic.

L'honneur d'être considéré comme l'interlocuteur direct de la première puissance mondiale et, dès lors, comme « le plus dangereux ennemi du premier allié de l'ennemi absolu », c'est-à-dire d'Israël, devient pour KADHAFI un signe de véritable reconnaissance. Toutefois, le manque de fermeté des puissances occidentales (confortées par l'anti-communisme du colonel KADHAFI et soucieuses de leurs intérêts pétroliers) et la manne des pétrodollars vont donner une illusion de puissance au colonel KADHAFI qui manie à la fois le verbe et les dollars.

Les pétrodollars ont certes fourni à son chef les moyens d'une diplomatie conventionnelle (investissements, politiques « culturelles »), mais surtout ceux d'une diplomatie moins conventionnelle (exportation d'armement et subversion). Cet état de grâce pétrolier s'achève au début des années quatre-vingt. En effet, entre 1982 et 1986, par le double jeu de la chute des cours du baril puis de celle du dollar, les recettes d'exportation sont à deux reprises divisées par deux : de 1980 à 1985, elles passent de 22 à 10 milliards de dollars ; en 1986 elles chutent à nouveau pour atteindre leur plancher historique de 5 milliards.

De même, le carburant idéologique de son interventionnisme verbal a été le panarabisme en terre arabe, l'Islam et l'anti-impérialisme partout ailleurs dans le Tiers-Monde où il a longtemps rêvé d'exporter sa « troisième théorie ». Les diatribes anti-occidentales en général, anti-israéliennes en particulier, le refus de « voir des Allemands, des Russes ou des Français, sous le prétexte qu'ils sont de confession juive, avoir le droit de venir vivre sur la terre de Palestine », la dénonciation des « valets arabes de l'impérialisme américain », Saoudiens en particulier. En conséquences, les relations entre la Libye et les puissances occidentales, notamment avec les Etats-Unis, se détériorent graduellement comme l'illustrent les faits suivants :

- Le 12 septembre 1975, les premières restrictions américaines sur le commerce d'équipements stratégiques et sur la formation des pilotes libyens sont décidées.
- Le 4 février 1977, la Libye est inscrite sur la liste des ennemis potentiels des Etats-Unis.
- Le 2 décembre 1979, l'ambassade américaine à Tripoli est attaquée et incendiée, puis fermée le 15 février 1980.
- Le 16 mai 1980, Tripoli expulse 26 américains ; en réponse, les Américains retirent leurs deux derniers diplomates.
- Le 10 mars 1982, Washington décide la limitation des exportations américaines aux produits alimentaires et aux médicaments.

Au début des années 1980, le colonel KADHAFI a suscité le ressentiment et la méfiance des pays voisins par ses ambitions régionales, mais aussi il a aussi défié les pays occidentaux par ces provocations verbales et son soutien aux groupes terroristes. Isolée sur la scène internationale, le régime du colonel KADHAFI devient le bouc émissaire du terrorisme international et la cible de la stratégie américaine anti-terrorisme.

2.3.2 – Comme « opposant à l'échelle mondiale », le colonel KADHAFI mène une politique subversive en parrainant les groupes terroristes anti-occidentaux, ce qui aboutit à une confrontation entre Washington et Tripoli :

Toutes les tentatives d'unir la Libye à d'autres pays arabes ont échoué, ce qui conforte le colonel KADHAFI dans l'idée simple que rien ne peut se faire, en Libye, comme sur la scène arabe, tant que les institutions politiques continuent à entraver l'expression de la volonté populaire. C'est pourquoi, le colonel KADHAFI considère que la clé de la réussite pour établir une unité arabe repose uniquement sur la possibilité d'établir un lien direct avec les masses en s'affranchissant des barrières institutionnelles que sont les Etats et les administrations. Ainsi, la « subversion » interne et externe devient progressivement le mode d'action privilégié du colonel KADHAFI.

Cette stratégie subversive attribuée au colonel KADHAFI se concrétise par le soutien financier et matériel que la Libye offre à toutes les guérillas nationalistes du Tiers Monde mais également aux minorités ethniques américaines (indiennes ou noires), Moros philippins, IRA irlandaise, la Bande à Baader, Etraras basques, Arméniens, Corses, militants canaques d'Eloi Machoro, groupe Carlos, factions libanaises... Bien sûr le soutien le plus fort est celui apporté à la cause antisioniste. Tous les mouvements palestiniens sont passés par les camps d'entraînement libyens et ont été plus ou moins longtemps soutenus financièrement, en fonction des rapports de leurs leaders avec le chef libyen³. Ainsi, une dizaine de régimes ont fait l'objet de tentatives de déstabilisation directes ou par opposants interposés : le Tchad, bien sûr, mais également le Niger (1976 et 1982), la Gambie (1981), le Burkina Faso (1983), le Soudan (soutien de la rébellion du Sud et tentatives de renversement de NIMEIRY), la Somalie (soutien au Front de salut), le Zaïre, la Guinée Bissau ou encore Cap Vert. En 1980, Tripoli tente de générer un soulèvement populaire à Gafsa (sud tunisien) en y expédiant un commando de quelques dizaines d'émigrés.

C'est cette dimension terroriste qui a marqué la personnalité du colonel KADHAFI, a terni de manière irréversible l'image et la crédibilité du dirigeant libyen aux yeux de l'opinion internationale. Le colonel KADHAFI devient l'ennemi des Américains. Affaibli et isolé, il est la cible de l'administration Reagan qui veut éliminer les groupes terroristes internationaux en frappant leurs bases arrière en Libye et en sanctionnant leurs soutiens étatiques.

³ DAGUZAN J-F, *Le dernier rempart : forces armées et politiques de défense au Maghreb*, Paris, Publisud, 1998.

2.3.3 – L'interventionisme subversif libyen est la cible idéale pour la diplomatie coercitive américaine de l'administration Reagan:

Confronté au défi croissant posé par les extrémismes et le terrorisme, depuis l'affaire des otages iraniens de janvier 1981, l'administration Reagan a commandité, en juillet 1985, une étude sur les moyens de lutte contre la menace terroriste. Le rapport, élaboré sous la direction du Vice-président BUSH et publié en février 1986, établit que les principaux soutiens au terrorisme international, essentiellement d'origine palestinienne, sont l'Iran, la Syrie et la Libye. Ce rapport met également en évidence la nécessité d'une politique permettant de couper les liens entre ces Etats et les mouvements qu'ils supportent.

Or, le régime du colonel KADHAFI présente le double avantage d'être déjà isolé sur la scène internationale et d'être très vulnérable aux pressions politiques, économiques et militaires. Ses ressources dépendent en effet à 90% de ses exportations pétrolières dont 80 % sont à destination de l'Europe de l'Ouest. Par ailleurs, les relations entre Tripoli et Washington sont extrêmement tendues depuis l'incendie de l'ambassade des Etats-Unis en décembre 1979 lors d'une manifestation de soutien à l'Ayatollah KHOMEINY.

Début avril 1985, la mise en œuvre de la diplomatie coercitive devient possible suite à un attentat à la bombe dans une discothèque de Berlin-Ouest faisant trois morts et une centaine de blessés. Considérant disposer des preuves irréfutables de l'implication de la Libye dans cet attentat, ainsi que d'éléments établissant la préparation d'actions terroristes contre des objectifs et intérêts américains en Europe et au Moyen-Orient, le 15 avril 1986, 18 chasseurs bombardiers de la VI^e flotte bombardent, dans la région de Tripoli et de Benghazi, des installations militaires, des centres de transmission, des aéroports, des camps suspectés d'être des centres d'entraînement terroristes, et des bâtiments gouvernementaux (la résidence du colonel KADHAFI est frappée entraînant la mort de la fille du guide libyen). En réalité, la volonté de résistance du colonel KADHAFI a été renforcée par la pression américaine, du fait que la stratégie américaine n'était pas suffisamment claire pour être parfaitement perçue et comprise par le leader libyen. En effet, les reproches américains à la politique du « Guide » ne tiennent pas seulement au soutien accordé au terrorisme international, mais également à sa lutte menée à l'échelle mondiale contre toute forme de domination occidentale.

Il s'en suit que la mise au ban du colonel KADHAFI par la communauté internationale ruine les efforts de normalisations menés par le régime libyen. En effet, de multiples déclarations et diverses initiatives concrètes en direction de l'Occident témoignent à partir de 1988 de la volonté d'ouverture du guide libyen : il accepte désormais « l'idée d'une paix au Moyen-Orient », souhaite établir des relations équilibrées entre Washington et Moscou, enfin ses bons

offices contribuent à la libération de cinq ressortissants français détenus en otage au Liban par le groupe Abou NIDAL. Les liens sont spectaculairement rompus avec un certain nombre de groupes terroristes dont l'armée républicaine irlandaise et CARLOS. En 1988, le colonel KADHAFI se déclare opposé au terrorisme international et le Congrès Général du Peuple adopte une charte des Droits de l'Homme.

Cependant, le 21 décembre 1988, les 259 passagers et membres d'équipage du Boeing 747 du vol de la Pan-Am sont tués dans l'explosion de l'appareil au-dessus du village de Lockerbie (Ecosse), dont sont également victimes 11 habitants. A destination de New-York, l'avion, en provenance de Francfort, avait embarqué lors de cette escale la mallette contenant l'explosif, qui venait de Malte, où travaillait un employé de la compagnie aérienne libyenne, Al-Amin Khalifa FAHIMA⁴. Le conflit avec les Etats-Unis resurgit en février 1990, lorsque deux avions de chasse libyens sont abattus en situation de légitime défense par des appareils américains au-dessus des eaux internationales en Méditerranée, dans un contexte où Washington et Bonn dénoncent la fabrication par les Libyens d'armes chimiques dans l'usine pharmaceutique de Rabta (60 km au sud de Tripoli), construite dans le cadre d'une aide ouest-allemande et japonaise.

De même, en avril 1990, malgré l'amélioration des relations entre la France et la Libye après la libération des trois otages français du Liban, elles se détériorent à nouveau en septembre 1990. A cette date, faisant suite à l'enquête officielle au sujet de l'attentat contre le DC10 du vol 772 d'UTA de septembre 1989, qui avait entraîné la mort des 171 passagers et membres d'équipage, au-dessus du Sahara nigérien, la France désigne comme co-responsable de cette action terroriste le colonel KADHAFI, le président syrien ASSAD et le chef du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, Ahmad JIBRIL.

Le 13 novembre 1991, les autorités écossaises et américaines déposent un mandat d'arrêt international à l'encontre de FAHIMA et de l'ancien chef de la sécurité de la compagnie aérienne libyenne à Malte, Abd al-Basset al-MEGRAHI, accusés d'avoir perpétré l'attentat du vol de la Pan-Am. Les accusations lancées contre les services libyens dans l'affaire de Lockerbie comme dans celle de l'explosion du DC-10 d'UTA au-dessus du Niger, ramènent brutalement la nouvelle diplomatie libyenne à la case départ, ruinant plusieurs années d'effort de normalisation, et placent Tripoli à la merci des décisions internationales, d'autant que, lorsque le jury présente sa mise en accusation, le 14 novembre 1991, la guerre du Golfe est terminée depuis longtemps et, avec elle, la nécessité de ménager d'éventuels agresseurs arabes.

⁴ BURGAT F et LARONDE A, *La Libye*, Que sais-je?, n° 634, PUF, janvier 1996.

En conséquence, le processus d'isolement de la Libye aboutit à un embargo. Ainsi, le 21 janvier 1992, la Résolution 731, votée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, exige l'extradition des suspects de Lockerbie et la coopération de la Libye aux enquêtes internationales, exigences déclinées par la Libye en application des règles définies par la Convention de Montréal de 1971 sur les actions terroristes aériennes, qui autorise la Libye à juger sur son sol les suspects. La France, le Royaume Uni et les Etats-Unis font alors pression sur le Conseil de Sécurité afin que des sanctions soient prises contre la Libye. Le 31 mars 1992, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte la Résolution 748 qui impose des sanctions économiques à la Libye. Cinq membres sur les quinze se sont abstenus, dont le Maroc (les quatre autres étant la Chine, l'Inde, le Cap Vert et le Zimbabwe). Le 1er avril, le Royaume Uni invite ses 5000 ressortissants en Libye à quitter le pays avant l'application des sanctions. Il s'en suit, le 2 avril, des manifestations violentes en Libye contre plusieurs ambassades occidentales. Malgré les menaces du leader libyen de couper les approvisionnements en pétrole et d'interrompre tout commerce avec les pays qui respecteraient les sanctions imposées à la Libye, l'embargo prend néanmoins effet à compter du 15 avril 1992, date anniversaire des bombardements de Tripoli et de Benghazi de 1986.

III- Cependant, suite à l'embargo, l'isolement du colonel KADHAFI par les puissances occidentales entraîne un changement radical de la politique extérieure libyenne. Avant soldé ces dernières années tous les contentieux avec les puissances occidentales, le colonel KADHAFI tente de réintégrer la communauté internationale en cherchant à faire valoir les ressources de la Libye et en affichant une volonté dialogue plus que d'affrontement.

3.1 – L'embargo fait changer KADHAFI de stratégie envers les puissances occidentales :

3.1.1 – Le pétrole est une arme à double tranchant :

En raison de l'embargo, les pertes économiques subies par la Libye depuis 1992 sont estimées officiellement à 40 milliards de dollars en 2004. Il en découle une récession économique dont les conséquences se traduisent par l'effondrement du niveau de vie de la population libyenne et par la nécessité d'expulser un grand nombre de travailleurs étrangers du territoire libyen. Ainsi, entre 1992 et 2003, le revenu moyen a baissé de moitié passant de 8000 à 4000 dollars, tandis que les prix ont quadruplé pendant la même période⁵. De même, « le retour volontaire » des travailleurs étrangers aboutit d'une part à des tensions entre la Libye et les Etats voisins mécontents du sort réservé à leurs ressortissants.

⁵ GHARBI Samir, « La facture du terrorisme », Jeune Afrique, n° 2283 du 10/10 au 16/10/04.

Pour éviter de faire perdurer un embargo qui fragilise et isole son régime, le colonel KADHAFI décide à la fin des années 1990 de changer d'objectif en optant pour une suspension des sanctions de l'ONU et l'allègement des sanctions américaines. Faute de leviers politiques, il utilise à son avantage l'attrait des contrats commerciaux (grande rivière artificielle, lignes de chemin de fer, renouvellement de la flotte aérienne de la Libyan Arab Airlines...) pour séduire et mettre en concurrence les grandes entreprises occidentales. Ces dernières ont quant à elles les moyens de faire pression sur leur gouvernement pour accélérer le processus de suspension des sanctions économiques. L'idée est de casser la solidarité occidentale et, en particulier, d'enfoncer un coin entre les Etats-Unis et l'Union Européenne au sujet des sanctions via les pressions que peuvent exercer les entreprises sur leurs gouvernements. Ce n'est pas un hasard si la Libye a laissé entendre aux responsables italiens que leurs entreprises bénéficieraient d'un traitement préférentiel pour l'attribution des futurs contrats. Les compagnies pétrolières sont visées au premier chef par cette offensive de charme. En fait, le secteur des hydrocarbures est la clé de toutes les tentatives libyennes pour sortir de son isolement car il représente la quasi-totalité des recettes d'exportation du pays et son unique espoir d'attirer des investissements étrangers importants⁶.

Cette stratégie semble avoir porté ses fruits. En effet, la production totale du pays n'a enregistré aucune baisse depuis de nombreuses années. Bien au contraire, elle est passée de 973 000 b/j en 1987 à 1 462 000 b/j en 1998. Ceci prouve que des accords ont été conclus avec des sociétés étrangères pour compenser la baisse de production par la découverte de nouveaux gisements. En 1998, ce sont pas moins de 25 sociétés étrangères qui opèrent dans les domaines de l'exploration et de la production. L'embargo aérien et militaire n'empêchent pas le développement des projets d'exploitation des hydrocarbures. Un consortium de quatre compagnies pétrolières conduit par Repsol (Espagne) et comprenant des sociétés française, norvégienne et autrichienne a signé en novembre 1997, un contrat d'exploration et de production pétrolière à l'Est du pays. Si l'embargo constituait un handicap sérieux, ces sociétés n'auraient pas envisagé de telles aventures coûteuses.

Les épreuves imposées par les années d'embargo auront eu aussi un aspect positif puisque les autorités libyennes ont du apprendre à mieux gérer leur budget en affectant des priorités à des ressources financières limitées⁷.

⁶ *Libye : de la suspension à la levée des sanctions*, Nord-Sud Export, du 11/06/99.

⁷ *Levée de l'embargo : l'Europe rafle la mise*, Courier International traduit de ASHARQ-EL-AWSAT, n°441, du 15 au 23/04/99

3.1.2 – Déçu par l'unité arabe, KADHAFI se tourne vers l'Afrique :

Cherchant à sauver son régime sans se renier, l'homme fort de Tripoli se détourne du monde arabe au profit de l'Afrique noire et de l'Europe, dans l'espoir de se faire une place dans un environnement mondial dominé par les Etats-Unis.

Désabusé par sa quête vaine de l'unité arabe au point de déclarer que le nationalisme arabe « n'existe pas. C'est un mirage derrière lequel nous avons couru pendant quarante ans », le colonel KADHAFI veut tourner ostensiblement le dos à l'arabisme pour s'orienter vers un panafricanisme moins ingrat. C'est la résolution condamnant la Libye, adoptée le 16 septembre 1998, au Caire, par les Ministres arabes des affaires étrangères, sur l'affaire de Lockerbie, qui a accéléré le nouveau processus panafricain décidé par Tripoli, et dont les premiers pas ont été entamés en mai 1998 par la réconciliation avec le Tchad et le 23 novembre par l'ouverture officielle des frontières terrestres des deux pays⁸.

Pour sortir de son isolement international et de l'embargo aérien et militaire, le régime libyen a choisi de jouer la carte africaine. Depuis 1995, le colonel KADHAFI s'est lancé dans une campagne anti-sanctions, en se rendant en 1996 au sommet arabe du Caire, et en effectuant une tournée au Niger et au Nigeria en mai 1997. Il bénéficie, en outre, du soutien du Président Nelson MANDELA qui a maintes fois répété qu'il n'était pas question pour la nouvelle Afrique du Sud d'oublier "les amis" qui ont soutenu le Congrès national africain (ANC). En avril 1996, le Ministre sud-africain des affaires étrangères, Alfred NZO, en visite officielle à Tripoli, lance un appel en faveur de la levée des « sanctions injustes » imposées à la Libye.

« Je me suis endormi à côté de 4 millions de Libyens, je me suis réveillé à côté de 400 millions d'Africains », a confié le colonel KADHAFI à Amr MOUSSA, Ministre égyptien des affaires étrangères, pour illustrer son changement de stratégie qui se démarque du monde arabe.

Cette stratégie africaine va elle aussi s'avérer profitable pour la Libye. Ainsi, lors du sommet de Ouagadougou en juin 1998, une résolution de l'OUA a été adoptée appelant les Etats membres à ne pas respecter les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU contre la Libye. L'adoption de cette résolution est bien le résultat de la politique du régime libyen à l'égard du continent africain. Le 5 septembre, les Présidents de Gambie, de l'Erythrée, du Soudan, du Niger et du Tchad arrivent à Tripoli par avion pour participer aux festivités du 29^{ième} anniversaire de la révolution libyenne. Le 16 du même mois, une délégation ministérielle du Nigéria atterrit à Tripoli. Le 18, le Président de la République démocratique du Congo, KABILA vient en Libye pour « apporter le soutien des Africains à la Libye ». Le 29, c'est au

⁸ HAYANE Abderrahmane, *Mouammar Kadhafi retrouve l'Afrique*, Jeune Afrique économique, du 04 au 17/01/99.

tour du président ougandais de violer l'embargo pour rendre visite au colonel KADHAFI et le 30, ce sont les présidents tchadien, nigérien et érythréen.

Par ailleurs, le colonel KADHAFI a toujours considéré l'Afrique saharo-sahélienne comme « le prolongement naturel de la Libye ». C'est pourquoi, le guide de la Jamahiriya veut créer des "Etats-Unis du Sahara". Initialement quatre pays participent au sommet organisé sur ce thème à Tripoli du 15 au 17 août 1997 : le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Cet objectif est présenté comme conforme aux recommandations présentées par l'OUA lors du sommet de Harare, en juin 1997. Le thème a permis de reprendre les questions de "rapprochement économique", de "renforcement de la coopération" et de mise en place de "mécanismes institutionnels". Surtout, cette réunion a été l'occasion pour le colonel KADHAFI d'utiliser le verbe comme une arme et de lancer de nouveaux grands projets avec la création d'un fond de développement destiné à promouvoir des projets intégrateurs. Il déclare à cette occasion : « Nous voulons barrer la route aux ingérences étrangères. Nous voulons permettre à nos frères des pays enclavés de respirer. Le Sahara qui nous sépare doit être vaincu grâce à la construction de nouveaux axes routiers, ferroviaires et aériens ». Enfin, au terme du sommet deux textes ont été signés, la déclaration des cinq, sur la nouvelle impulsion à donner à la coopération, et la déclaration des quatre (hors Libye), sur leur inquiétude devant la persistance des sanctions internationales à l'encontre de la Libye.

Le 5 février 1998, dans une « enième tentative » libyenne, huit pays africains (Soudan, Tchad, Niger, Mali, Egypte, Tunisie, Burkina Faso et Libye) ont signé à Tripoli, un traité portant sur la création d'un « Regroupement des pays du Sahara et du Sahel » visant à renforcer la coopération multilatérale. Cette Communauté des Etats sahélo-sahariens (COMESSA) est née le 5 février 1998, s'est élargie à la Centrafrique et l'Erythrée en avril 1999, et, en février 2000, à la République de Djibouti, au Sénégal et à la Gambie. Cette entité régionale, qui vise à devenir un espace commercial et politique, a pris le nom de Cen-Sad depuis le 5 février 2000. Selon le secrétaire général du Cen-Sad, les priorités sont pêle-mêle les routes, l'eau, l'agriculture et l'énergie. Par ailleurs, toutes les régions sont prioritaires, « tout ce qui peut aider à rapprocher de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud ». Le premier instrument du Cen-Sad, est la Banque africaine pour le commerce et le développement (BADC), qui siège à Tripoli et dispose d'un capital évalué à 100 millions d'euros⁹.

Ayant cessé de parrainer de tous les mouvements rebelles du continent, le colonel KADHAFI a réussi un retour en grâce auprès des pays africains, au travers d'une politique de coopération Sud-Sud plus affirmée, soutenant le développement économique et social régional. Cette

⁹ *Politique économique : réintégrer l'économie mondiale ?*, Marchés tropicaux, dossier Libye, du 02/06/00.

influence libyenne s'est aussi effectuée par le biais de la Da'wa islamiyya, organisation charitative islamique, qui diffuse un islamisme à la libyenne dans les Etats sub-sahariens.

3.2 – Le retour du colonel KADHAFI sur la scène internationale a nécessité comme préalable le solde de tous les contentieux entre la Libye et les puissances occidentales :

Le retour de la Libye sur la scène internationale est marqué par la volonté du colonel KADHAFI de mettre un terme avec l'isolement diplomatique et économique imposé à son pays par les puissances occidentales. Il s'agit pour lui de retrouver une place sur la scène internationale en rapport avec les richesses de son pays et les ambitions de sa politique extérieure. Ainsi, il lui a fallu solder tous les contentieux avec les puissances occidentales, dont les principales étapes de ce rapide processus sont les suivantes :

- le 5 avril 1999, a lieu le transfert aux Pays Bas des deux Libyens, auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie. Grâce à la médiation de l'Afrique du Sud et de l'Arabie Saoudite, la Libye a enfin accepté que les deux hommes soient jugés dans un pays tiers ;
- en juillet 1999, quatre mois après la condamnation par contumace de six Libyens dans le procès de l'attentat du DC-10 d'UTA, la Libye transfère 210 millions de francs destinés à indemniser les victimes ainsi que la compagnie aérienne ;
- début septembre 2000, les occidentaux pris en otages par le groupe Abu Sayyaf sur l'île de Jolo (Philippines), sont libérés grâce au rôle particulier joué par l'« Association internationale KADHAFI pour les organisations caritatives », présentée comme une organisation non gouvernementale à vocation humanitaire et dirigée par Seif al-ISLAM (fils aîné du second mariage du colonel KADHAFI) ;
- le 31 janvier 2001, à l'issue de 9 mois de procès, le tribunal écossais siégeant au Pays Bas, rend son jugement : Ali El MEGRAHI, membre des services secrets, est reconnu coupable et condamné à la prison à perpétuité, alors que Al Amine FHIMAH, chef d'escale des Libyan Arab Airlines à Malte à l'époque des faits, est acquitté. Les Etats-Unis indiquent que la reconnaissance par Tripoli de sa responsabilité et l'indemnisation des victimes par la Libye restent les conditions de la levée des sanctions internationales ;
- le 1^{er} février 2001, le président KADHAFI dénonce un jugement « politique » résultat des pressions de Washington et de Londres ;
- le 22 octobre 2002, la commission franco-libyenne présidée par Dominique de VILLEPIN et son homologue libyen Abdel Rahmane CHALGHAM, entérine le règlement définitif du

- dossier de l'attentat contre le DC-10 d'UTA. La Libye s'engage à appliquer les décisions de la justice française concernant les familles de victimes ;
- le 13 août 2003, le gouvernement libyen et les familles des victimes de l'attentat de Lockerbie parviennent sous l'égide des Etats-Unis et Royaume Uni à un accord sur le versement par la Libye de 2,7 milliards de dollars d'indemnités. Dans une lettre datée du 15 août 2003, la Libye reconnaît également sa responsabilité civile dans l'attentat. La France fait savoir que le versement « d'indemnités équitables » aux familles des victimes de l'attentat contre le DC-10 d'UTA constitue une condition indispensable à la levée définitive des sanctions contre Tripoli.
 - le 11 septembre 2003, le ministre français des affaires étrangères, Dominique de VILLEPIN, annonce la conclusion d'un accord de principe entre la fondation KADHAFI et le collectif des familles des victimes de l'attentat contre le DC-10 d'UTA. En contrepartie de cette indemnisation, la France accepte de ne pas opposer son veto à la levée des sanctions internationales contre la Libye à l'ONU ;
 - le 12 septembre 2003, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la levée des sanctions adoptées contre la Libye en mars 1992 et renforcées en novembre 1993 ;
 - le 19 décembre 2003, les Etats-Unis et le Royaume Uni annoncent la décision prise par le président libyen Mouammar KADHAFI de démanteler sous contrôle international ses programmes d'armes de destruction massive. Cette décision intervient à l'issue de neuf mois de négociations secrètes entre Washington, Londres et Tripoli engagées à l'initiative du colonel KADHAFI suite au règlement définitif du litige relatif à l'attentat de Lockerbie ;
 - le 27 décembre 2003, le directeur général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, Mohammed Al BARADEI, se rend en Libye en vue de préparer les inspections devant débiter dès janvier 2004 ;
 - le 27 janvier 2004, un avion cargo militaire américain en provenance de Tripoli transfère aux Etats-Unis 25 tonnes de documents et de matériels sensibles liés aux expériences atomiques menées en Libye ;
 - le 23 avril 2004, les ressortissants américains sont autorisés à se rendre en Libye, à commercer avec la Libye et à y investir ;
 - le 28 juin 2004, William BURNS, le secrétaire d'Etat adjoint se rend en visite officielle à Tripoli et annonce l'ouverture d'un bureau de liaison américain à Tripoli ;
 - en juillet 2004, Tripoli loue les services du cabinet de lobbying américain, Fahmy Hudome International, avec pour objectif de corriger l'image désastreuse du régime de Mouammar KADHAFI aux Etats-Unis ;

- le 21 septembre 2004, le président BUSH décide d'annuler toutes les sanctions commerciales et financières décrétées par le président REAGAN entre 1982 et 1986 ;
- le 22 septembre 2004, les 25 ambassadeurs européens à Bruxelles ont proposé la levée définitive des dernières sanctions contre la Libye, ce qui autorise la vente de certains équipements militaires censés permettre d'endiguer le flux d'immigrés clandestins entre la Libye et la Sicile ;
- le 15 octobre 2004, Continental Airlines annonce la mise en place d'une liaison sur Tripoli via Amsterdam, alors que Boeing s'apprête à répondre à un appel d'offres libyen pour l'achat de 22 appareils ;
- les 24 et 25 novembre 2004, le président Jacques CHIRAC rend visite au colonel KADHAFI à Tripoli. En soulignant que « le moment est venu de redonner à la France les moyens de tenir sa place et son rang en Libye, de répondre aux attentes de nos partenaires et à vos propres attentes », le président français a mis l'accent sur la relance des relations commerciales entre les deux pays.

Ainsi ayant soldé tous les contentieux entre la Libye et les puissances occidentales, le colonel KADHAFI libyen a réussi à mettre fin en quelques années à l'isolement politique de son régime et à l'embargo économique imposé à son pays. En effet, comme l'atteste la succession des visites officielles des chefs d'Etat européens en fin 2004 (Royaume Uni, Belgique, Espagne, Italie, Allemagne et France), le colonel KADHAFI est devenu à nouveau fréquentable pour les dirigeants européens comme pour l'administration BUSH. En conséquence, le colonel KADHAFI a réussi son retour sur la scène internationale en adoptant une attitude plus modérée vis-à-vis des pays occidentaux. Toutefois, ce changement d'attitude correspond à une nouvelle stratégie du colonel KADHAFI qui privilégie dorénavant l'attrait des contrats commerciaux et des ressources énergétiques libyennes pour faire valoir ses ambitions politiques et diplomatiques sur la scène internationale. Suite à ce récent changement de style, il s'agit de s'interroger sur un éventuel réajustement des ambitions du colonel KADHAFI.

3.3 – Le colonel KADHAFI change de stratégie mais pas d'ambitions :

La succession des récents gestes d'ouverture du régime libyen envers les pays occidentaux pourrait laisser penser que le colonel KADHAFI se soit assagi, et qu'il ait modéré ses ambitions politiques suite aux revers accumulés à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Le colonel KADHAFI aurait-il perdu de son idéalisme et gagné en modération ? Quoique fortement séduisante pour justifier les signatures de contrats commerciaux, une telle analyse ne prendrait pas en compte les éléments invariables de la personnalité et du caractère

du guide libyen. En réalité, une mise en perspective des événements récents sur le terme long tend à prouver que les ambitions personnelles, nationales et internationales du colonel KADHAFI sont restées intactes et peuvent se résumer à trois orientations majeures :

- **faire de la Libye, une puissance internationale indépendante.** En fait, le colonel KADHAFI a toujours eu conscience de la disproportion entre les ressources humaines (en quantité et en qualité) et les richesses de son pays ainsi que des influences méditerranéenne, africaine et arabe voire bédouine qui exercent des forces centrifuges sur l'unité des trois provinces libyennes. C'est pourquoi, il a toujours œuvré pour réduire le déficit démographique (main d'œuvre et encadrement) et pour favoriser l'unité nationale dans un cadre élargi mieux à même d'intégrer les différents groupes ethniques présents en Libye. Cet objectif de grandeur et d'indépendance nationale a poussé le colonel KADHAFI à promouvoir toute possibilité d'union avec des pays voisins capable de lui fournir les masses humaines faisant défaut à la Libye pour exploiter ses richesses et donc avoir les moyens de jouer un rôle de puissance à l'échelle régionale. Ainsi, ce rêve d'union s'est d'abord manifesté par un nationalisme arabe dans la continuité du mythe de NASSER ; puis suite à de nombreuses tentatives malheureuses avec les pays arabes, ce rêve d'union s'est tourné vers les pays d'Afrique. Réunis autour du colonel KADHAFI, à Syrte, en septembre 1999, les dirigeants africains se sont vus ainsi proposer la création d'une « Union Africaine » conforme en tous points aux objectifs fondamentaux de la Charte de l'organisation de l'unité africaine et au traité d'Abuja de 1991 instituant la Communauté économique africaine. Pour convaincre ses pairs, le président libyen a fait assaut d'arguments et a déclaré : « Les Etats-nations ont fait faillite, leur étoile s'est éteinte. Place désormais aux grands espaces économiques qui transcendent les frontières, les religions, les langues, les races ». Au final, au-delà de tout changement, la volonté d'abolir les frontières entre les Etats est nourrie toujours chez le colonel KADHAFI par ses rêves de grandeur et d'indépendance pour une Libye capable de rivaliser avec les puissances occidentales.

- **inscrire son nom et son œuvre dans l'Histoire en exerçant un pouvoir personnel.** Ayant réussi à se maintenir au pouvoir pendant 35 années, le colonel KADHAFI cherche à placer sa politique dans une perspective historique. En effet, après avoir refusé tout alignement et prôné sa troisième théorie universelle pendant la Guerre froide, le colonel KADHAFI a d'abord tenté d'incarner le nationalisme arabe en luttant contre Israël et ses alliés occidentaux, notamment les Etats-Unis. Déçu par le peu de soutien que les pays arabes ont témoigné à la Libye lors de l'embargo, le président KADHAFI s'est tourné vers les pays africains pour faire valoir son rôle historique de dirigeant luttant contre l'impérialisme occidental. En fait, le

colonel KADHAFI cherche, après le président sud-africain Nelson MANDELA, à s'imposer comme le nouveau sage de l'Afrique, pour, selon lui, « régler les problèmes de l'Afrique dans un cadre africain ». Cette aspiration constante à jouer un rôle historique contribue inmanquablement à la théâtralisation de la politique extérieure du colonel KADHAFI qui a toujours aimé les provocations et la surenchère verbale. Le communiqué du président libyen du 08 décembre 2004 fustigeant les dirigeants de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et annonçant sa renonciation à la présidence de l'UMA à trois semaines de l'échéance de son mandat, illustre à merveille le besoin du « guide » de se faire reconnaître par « les masses populaires ». Par ailleurs, le colonel KADHAFI a toujours exercé son pouvoir de façon autoritaire et personnelle ne laissant aucune place à la liberté d'expression en Libye comme le témoigne l'élimination des opposants exilés dans les années 70 et 80 ou la répression violente contre les islamistes dans les années 90 ainsi que récemment de l'emprisonnement, puis de la mise au secret du journaliste Fathi Al-JAHMI, accusé d'avoir insulté le chef de l'Etat libyen ! Croire que le colonel KADHAFI se serait assagi et qu'il aurait modéré ses ambitions, est totalement illusoire.

- **moderniser la société libyenne sans l'occidentaliser** : Ayant promu la condition féminine et encouragé la jeunesse libyenne à s'instruire, le colonel KADHAFI a toujours eu le souci de réformer la Libye pour la faire passer d'une société patriarcale traditionnelle à une société industrielle moderne ayant accès aux nouvelles technologies. Cependant, ses aspirations nationalistes et son besoin d'indépendance vis-à-vis d'un mode de vie occidental ont constamment inspiré chez le colonel KADHAFI une politique culturelle anti occidentale, dont l'objectif était de protéger le mode de vie libyen, le patrimoine culturel et les influences arabes, bédouines et musulmanes en Libye. Aussi paradoxal que cela puisse apparaître, cette double logique a toujours animé les principes politiques, économiques et sociaux prônés par le colonel KADHAFI. Plusieurs séries de timbres libyens témoignent de la double volonté du colonel KADHAFI de moderniser la Libye avec la grande rivière artificielle et de combattre l'ennemi américain (cf. l'annexe 5). Une autre excellente illustration de cet aspect intangible chez le colonel KADHAFI est la question du tourisme en Libye. Longtemps considéré comme « contre-révolutionnaire », le tourisme devient maintenant une des seules options pour diversifier les ressources financières du pays (95% sont liées aux recettes pétrolières) et donc dynamiser l'économie libyenne. Dans le cadre de sa nouvelle politique de « capitalisme populaire », le colonel KADHAFI a donc décidé de développer et de privatiser le tourisme en Libye avec pour objectif d'atteindre les 3 millions de touristes en 2008 ! En juin 2003, un ministère du tourisme a été créé avec un plan doté de 7 milliards de dollars sur 5 ans. Toutefois, malgré les atouts certains de la Libye pour attirer les touristes (sites archéologiques, plages, et

circuits dans le désert...) et malgré l'impulsion politique donnée à ce secteur économique, il y a encore à l'heure actuelle un obstacle de taille lié à la volonté farouche de préserver le mode vie libyen : les night clubs et l'alcool sont toujours strictement interdits en Libye. Cet exemple montre bien que le colonel KADHAFI a plus changé d'attitude que d'ambitions. Ceci amène à se demander légitimement comment la personnalité du colonel KADHAFI a-t-elle pu échapper à la compréhension des diplomates et dirigeants occidentaux ?

IV- Fortement marqué par l'état d'esprit bédouin, le colonel KADHAFI ne rentre pas dans les grilles de lecture occidentales, si bien qu'il apparaît plus incompris qu'imprévisible. Sans aller jusqu'à réhabiliter le colonel KADHAFI, les pays occidentaux ont toutefois intérêt à parrainer le nouveau départ du régime libyen sur la scène internationale. En fait, il s'agit de faire preuve de réalisme en évitant de tomber dans les excès de l'angélisme ou de la diabolisation.

4.1 – Incompris plus qu'imprévisible, KADHAFI ne peut néanmoins pas être réhabilité:

Ayant démontré que la politique menée depuis 35 par le colonel KADHAFI reposait depuis toujours sur des principes intangibles clairement revendiqués et constamment mis en pratique, il serait injuste de taxer le colonel KADHAFI de personne imprévisible et indigne de la confiance des dirigeants occidentaux. Sans tomber dans l'angélisme, il faut comprendre pourquoi le colonel KADHAFI a toujours eu du mal à être compris par le monde occidental. Il faut alors revenir sur le destin exceptionnel et fulgurant d'un enfant né en 1942, en pleine Seconde Guerre mondiale au sein d'une famille nomade analphabète. Motivé par une famille sacrifiant tout pour éduquer leur jeune fils, le jeune Mouammar KADHAFI rentre à l'école primaire à Syrte à 10 ans, puis à l'école secondaire à Sebha, dont il est expulsé en raison de ses idées révolutionnaires. Réfugié à Misourata, il réussit à obtenir un bac littéraire en 1963, et entre à l'académie militaire de Benghazi, où il poursuit sa propagande et s'entoure de partisans parmi les jeunes officiers. Diplômé en 1966, le jeune officier reçoit une instruction complémentaire dans les transmissions d'une durée de 9 mois en Grande Bretagne, où il entre en contact avec le monde moderne occidental. De retour au pays, il se consacre à la préparation de sa prise de pouvoir qui aura lieu, le 1 septembre 1969 en seulement deux heures et sans effusion de sang. Il semblerait que ses racines de nomade bédouin ainsi que sa jeunesse dans une famille humble et dans un environnement inhospitalier ont donné au colonel KADHAFI un caractère déterminé, une endurance face aux épreuves, une réelle foi en Dieu, un respect profond pour la culture bédouine ignorant les frontières et accueillant les personnes de passage, une soif de connaissances et une admiration pour le nationalisme arabe incarné par le président NASSER. Immanquablement idéaliste et conscient de son rôle historique en Libye, il s'acharne

depuis 35 ans à mettre en œuvre avec une obstination brouillonne et avec tous les moyens que lui offre la manne pétrolière un programme démesurément ambitieux et utopiste. Son tempérament et son acharnement le conduisent à se heurter à la logique froide et réaliste des occidentaux, si bien qu'il commet l'irréparable en choisissant la subversion et le terrorisme comme mode d'action pour mettre en œuvre sa politique extérieure. Dès lors, le colonel KADHAFI ne peut plus être réhabiliter ni dédouaner en raison de son implication dans les attentats meurtriers de Berlin, Lockerbie et du DC-10 d'UTA. Même si cette période semble révolue, elle est trop récente pour que les proches des victimes puissent aller au-delà de la condamnation des coupables et de l'acceptation des réparations et acceptent toute idée de réhabilitation du colonel KADHAFI. Le colonel KADHAFI devra poursuivre ses efforts et adopter un visage plus démocratique et une attitude plus modérée pour rentrer dans les grilles de lecture des dirigeants occidentaux et pouvoir faire accepter son programme politique et ses ambitions internationales. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour le régime libyen pour redorer son blason auprès des opinions publiques occidentales.

4.2 – Toutefois, les puissances occidentales, surtout européennes ne peuvent pas ignorer les ressources énergétiques libyennes ni la nécessité de stabiliser l'espace euro-méditerranéen :

Dans l'esprit du colonel KADHAFI, les richesses pétrolières de son pays constituent une sorte de « talisman magique » qui le prémunit contre toute réaction occidentale (les réserves pétrolières libyennes sont actuellement estimées à 7 milliards de tonnes, 4% des réserves mondiales, soit une durée de 88 ans au rythme actuel d'extraction). Plus d'un cinquième du pétrole brut libyen raffiné en Europe (213 000 barils/jr) est traité dans des raffineries appartenant au gouvernement libyen . Le colonel KADHAFI s'est vanté d'avoir pu doubler ce « marché captif » entre 1993 et 1997. Un embargo total entraînerait une perte sèche pour les trois compagnies européennes qui exploitent le plus le pétrole libyen : l'AGIP (Italie), environ 150 000 barils/jr ; la Veba (Allemagne), 40 000 barils/jr ; l'OMV (Autriche), 10 000 barils/jr. Les Etats européens dépendent fortement du pétrole libyen. Ainsi, les principaux acheteurs de brut libyen sont : l'Italie (528 000 b/j), soit 29% de ses importations totales, l'Allemagne (248 000 b/j) et l'Espagne (114 000 b/j). Si l'embargo a effectivement été étendu à certains biens d'équipement pétrolier et gazier en 1993, la découverte des gisements n'a pas cessé pour autant puisque de 1992 à 1996, ce sont 21 gisements pétroliers et 7 gaziers qui ont été découverts en Libye, par des compagnies essentiellement européennes, notamment italiennes, britanniques, espagnoles, françaises et norvégiennes. Par ailleurs, en 1999, ENI

souhaitait relancer le projet de gazoduc sous-marin entre la Libye et l'Italie. L'Italie est le premier partenaire commercial de Tripoli comme en témoigne la visite symbolique du chef de la diplomatie italienne le 6 avril 1999, dans le premier avion à avoir célébré la levée de l'embargo, entre Rome et Tripoli. Parallèlement, la succession des concessions du colonel KADHAFI à l'égard de l'administration BUSH a relancé la coopération économique et commerciale entre la Libye et les compagnies privées américaines. Cette réorientation pro-américaine a même fait évoluer la position de la Libye dans le monde arabe : la Libye a pris ses distances avec les pays impliqués dans le processus de paix israélo-palestinien mais les déclarations vengeresses contre l'Etat hébreu sont loin. C'est pourquoi, les pays européens ont intérêt à faire preuve de réalisme et à parrainer la réintégration de la Libye sur la scène internationale, afin de préserver leur accès aux ressources énergétiques libyennes et d'établir un dialogue constructif pour stabiliser l'espace euro-méditerranéen au travers du processus 5+5 et du partenariat de Barcelone. (cf. les annexes 6 et 7).

4.3 – La réintégration de la Libye sur la scène internationale pose les délicates questions de la cohérence de la politique extérieure américaine et de la succession du colonel KADHAFI :

A l'heure actuelle, la Libye continue de figurer sur la liste établie par l'administration BUSH des « Etats encourageant le terrorisme ». Ceci interdit aux Américains toute normalisation des relations diplomatiques et toute vente d'armes et de produits sensibles à la Libye. Pour obtenir d'être rayée de cette liste, le président BUSH a indiqué que la Libye devrait remplir une série de nouvelles conditions, qui ont été confirmées par le secrétaire d'Etat Colin POWELL, le 23 septembre 2004 à New York, au ministre des affaires étrangères libyen. Parmi ces nouvelles conditions, la Libye doit fournir des explications concernant la tentative d'assassinat présumée contre le prince ABDALLAH ; la Libye doit poursuivre ses réformes intérieures pour moderniser et libéraliser son régime ainsi que coopérer avec Amnesty International en matière des Droits de l'Homme. De plus, Tripoli doit fournir des informations sur le marché clandestin des armes de destruction massive mais aussi détruire ses derniers stocks NBC et ses missiles SCUD-B ! Le président BUSH a déclaré : « je fais confiance à la Libye pour reprendre prochainement sa place parmi les nations respectables ». Il semble que les Américains ont bien analysé le danger que représenterait une réintégration de la Libye dans la communauté internationale sans garanties de coopération en matière de sécurité, de démocratisation et de Droits de l'Homme. En effet, le cas échéant, il y aurait un risque d'afficher de manière trop voyante une politique injuste à l'égard des autres Etats comme la Syrie ou l'Iran qui ne seraient pas traités de manière équitable faute d'intérêts commerciaux

avec les compagnies pétrolières américaines. Il s'agit tout de même de rester lucide et vigilant sur la sincérité et sur l'efficacité des pressions imposées à la Libye par les Etats-Unis !

Parallèlement, le retour de la Libye au sein de la communauté internationale suite à l'indemnisation des familles victimes de l'attentat de Lockerbie et d'UTA semble annoncer une évolution ou une réforme du régime libyen. Le colonel KADHAFI prépare-t-il une succession familiale ? Même si les proches du leader libyen affirment que celui-ci n'a pas l'intention de préparer une succession familiale du fait que « le pouvoir appartient au peuple et à lui seul » et qu'en plus la « Jamahiriya n'est pas un système royal ou héréditaire », on constate que le colonel KADHAFI est en train de préparer le terrain pour que ses fils prennent position au niveau de la direction du pays. Ainsi son fils Seif El ISLAM, actuel président de la Fondation KADHAFI, est devenu un interlocuteur incontournable dans le cadre des relations entre Paris et Tripoli, alors que ce dossier était jusque-là dans les mains du cousin du colonel Kadhafi, Ahmad Qazzaf AD DAM et de l'ancien ministre des Affaires étrangères, l'actuel ambassadeur de Libye en Italie, Abdel Ati Al OBEIDI. Outre Seif El ISLAM, l'autre fils, Saadi, bénéficie de tout le soutien de son père dans son implication croissante au sein de plusieurs conseils d'administration de sociétés dans lesquelles il détient des parts (Banco Di Roma, Fiat et le club de football de la Juventus de Turin). Un autre fils du chef de l'Etat libyen, Mutassam s'implique également dans la sécurité. Il a ainsi fondé il y a un an et demi une milice spéciale dont la mission était de combattre la corruption et dont les membres se promenaient dans Tripoli dans des jeeps noires. Le colonel KADHAFI a toutefois mis un terme à ses activités et l'a envoyé en Italie et en Egypte. Le rôle de l'épouse du colonel KADHAFI est également plus affirmé ces derniers temps. Récemment, elle a assisté à un défilé militaire féminin lors de la commémoration de la « révolution libyenne ». En dernier, il faut mentionner, Aïcha, l'unique fille du colonel KADHAFI qui ne manque ni d'ambition ni du goût des provocations. Avocate de formation, elle a récemment proposé d'aller défendre Saddam HUSSEIN à son procès ! Si réforme, il devait y avoir au sein du régime libyen, celle-ci impliquerait donc logiquement la nouvelle génération des KADHAFI, ce qui sera particulièrement délicat dans la mesure, où le colonel KADHAFI s'est toujours attaqué aux formes institutionnelles de l'Etat et n'a jamais constitué de parti politique pouvant offrir le cadre d'une réforme institutionnelle ou d'une transition de régime en douceur. Pour l'heure, le problème de succession n'est pas encore critique car le colonel KADHAFI n'a que 62 ans. Toutefois, il mérite bien d'être évoqué dès-à-présent tant il sera difficile dans un pays, où la population a épuisé toute indulgence à l'égard de la famille dirigeante libyenne.

CONCLUSION

Finally, the links of Colonel KADHAFI with international terrorism as well as the implications of the Libyan regime with the terrorist attacks of Lockerbie, the DC-10 of UTA and the discotheque of Berlin, do not allow the rehabilitation of the Libyan president. However, it is necessary to accept that the ambitions and the reasoning of Colonel KADHAFI are outside the Western thought patterns because they are conditioned by the contradictory influences to which the Libyan president has been subjected since his childhood. In fact, Colonel KADHAFI has adopted the rustic and very modest mode of life of the nomadic Bedouins, making him insensitive to Western materialism and difficult to convince or to buy. On the other hand, anxious to break with the secular patriarchal tradition, illiteracy and the technological lag of Libya after the war, Colonel KADHAFI has preserved his idealism, revolutionary as a young officer turned towards progress and modern world technology. Desiring to play a historical role for Libya, Colonel KADHAFI, at once reformist and authoritarian, is in reality less predictable than difficult to understand for Western leaders!

In spite of the difficulties to establish a relationship of confidence with the Libyan regime and to inscribe it in continuity, it would be prejudicial for Western powers not to support the return of Libya to the ranks of respectable countries in response to the gestures of openness of the Libyan regime and in cooperation with the regime of Tripoli. The aim for Western countries, notably for the European Mediterranean countries, is to reintegrate Libya into the development and stabilization process of the Euro-Mediterranean space. In this objective, Western leaders must encourage the Libyan regime to democratize and to prepare for the succession of Colonel KADHAFI.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS :

PLIEZ Olivier, La nouvelle Libye : Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo ; Editions Karthala, novembre 2004

BURGAT François & LARONDE André, La Libye, Paris ; PUF (Que sais-je ?), n° 1634 avril 2003

DAGUZAN J-F., Le dernier rempart : forces armées et politiques de défense au Maghreb, Paris, Publisud, 1998.

GEORGY Guy, KADHAFI Le berger des Syrtes, Paris ; Flammarion, 1996.

COOLEY John, Vent de sable sur la Libye, Paris ; Editions Robert Laffont ; 1982

ARTICLES DE REVUES :

BARROUHI Abdelaziz, « Chirac en voyage d'affaires », Jeune Afrique, n° 2290 du 28/11 au 04/12/04.

BARROUHI Abdelaziz, « Kaddafi, ses fonctionnaires et sa police », Jeune Afrique, n° 2306 du 20/03 au 26/03/05.

BARROUHI Abdelaziz, « Impossible perestroïka », Jeune Afrique, n° 2297 du 16/01 au 22/01/05.

SOUDAN François, BARROUHI Abdelaziz et KEFI Ridha, « La dynastie Kaddafi », Jeune Afrique, n° 2280 du 19/09 au 25/09/04.

BARROUHI Abdelaziz, « Seif el-Islam l'Africain », Jeune Afrique, n° 2274 du 08/08 au 14/08/04.

GHARBI Samir, « Solde de tout compte », Jeune Afrique, n° 2226 du 07/09 au 13/09/03.

GHARBI Samir, « La facture du terrorisme », Jeune Afrique, n° 2283 du 10/10 au 16/10/04.

GHARBI Samir, « Le chemin de croix de Mouammar Kaddafi », Jeune Afrique, n° 2281 du 26/09 au 02/10/04.

GHARBI Samir, « Le début d'une lune de miel », Jeune Afrique, n° 2248 du 08/02 au 14/02/04.

GHARBI Samir, « Le dernier caprice du Guide », Jeune Afrique, n° 2293 du 19/12 au 25/12/04.

ZEMMOURI Tariq, « Guide cherche touristes », Jeune Afrique, n° 2225 du 31/08 au 06/09/03.

MARTINEZ Luis, « La Libye après l'embargo », Le monde arabe Maghreb-Machrek, octobre-décembre 2000 n° 170, La documentation Française.

Levée de l'embargo : l'Europe rafle la mise, Courier International traduit de ASHARQ-EL-AWSAT, n° 441, du 15 au 23/04/99.

ANDRIAMIRADO Sennen, Opération Islam contre l'embargo, Jeune Afrique, n° 1897 du 14/05 au 20/05/97.

GHARBI Samir, Le nouveau rêve africain de Kadhafi, Jeune Afrique, n° 1912 du 30/08 au 02/09/97.

KEFI Ridha, L'art de contourner un embargo, Jeune Afrique, n° 1988 du 16/02 au 22/02/99.

SOUDAN F. et VIORST M., Kadhafi et les américains, le grand jeu, Jeune Afrique, n° 1994, du 30/03 au 05/04/99.

KEFI Ridha, Kadhafi : père et fils, Jeune Afrique, n° 2073 du 3/10 au 9/10/00.

Union africaine : le futur Parlement prend du retard, Jeune Afrique, n° 2082 du 5/12 au 11/12/00.

HAYANE Abderrahmane, Mouammar Kadhafi retrouve l'Afrique, Jeune Afrique économique, du 04 au 17/01/99.

DORCE F. et TALLA BP, Bienvenue dans un nouveau monde, Jeune Afrique économique, du 28/06 au 11/07/99.

OUSMANE Amadou, N'oubliez pas le Guide, Jeune Afrique économique, n° 314 du 07/08 au 03/09/00.

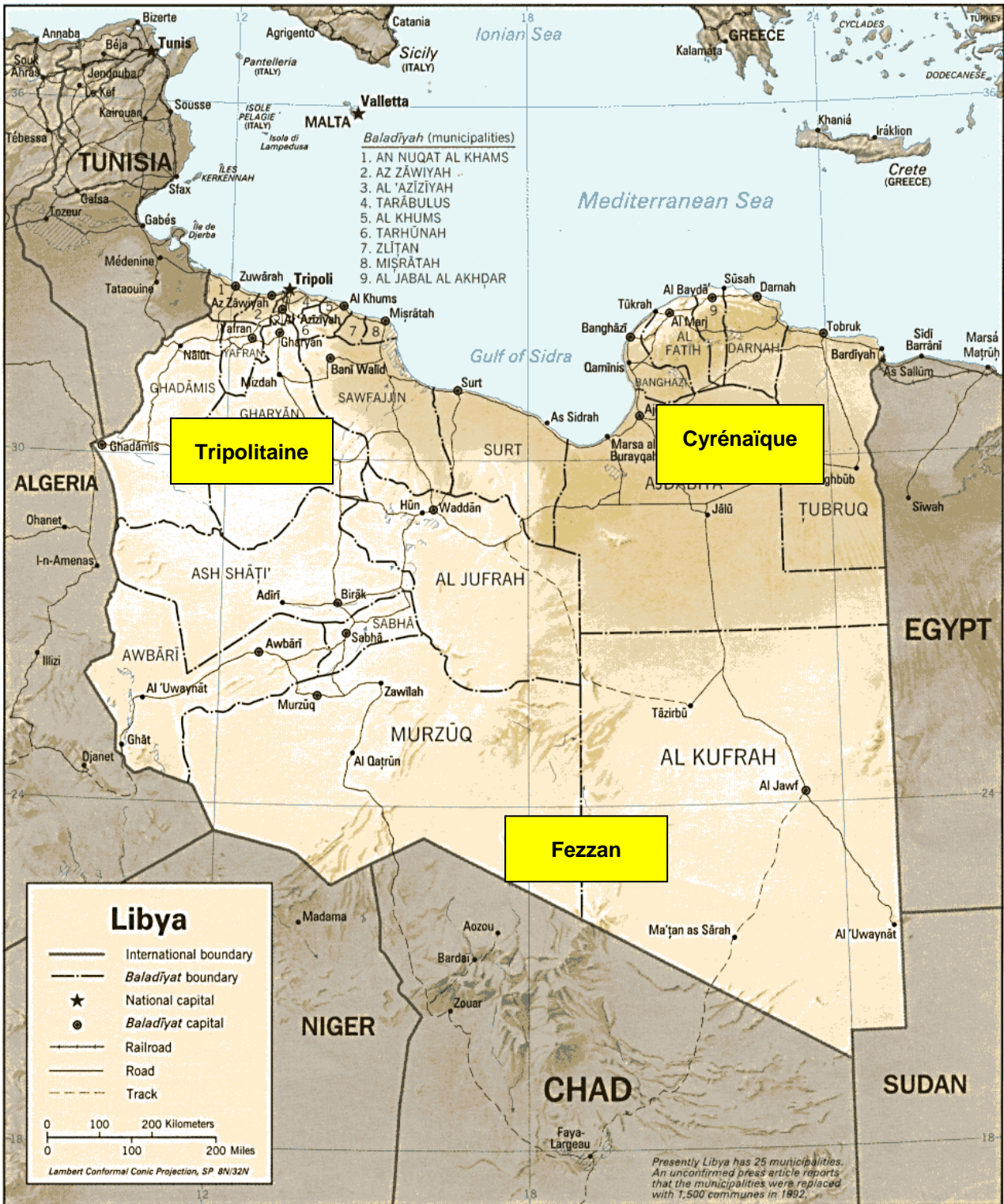
Politique économique : réintégrer l'économie mondiale ?, Marchés tropicaux, dossier Libye, du 02/06/00.

Libye-Actualités (1990-2004), Encyclopédie Universalis.

Monde arabe, Maghreb-Machrek, n°168, d'avril-juin 2000.

ANNEXE 1

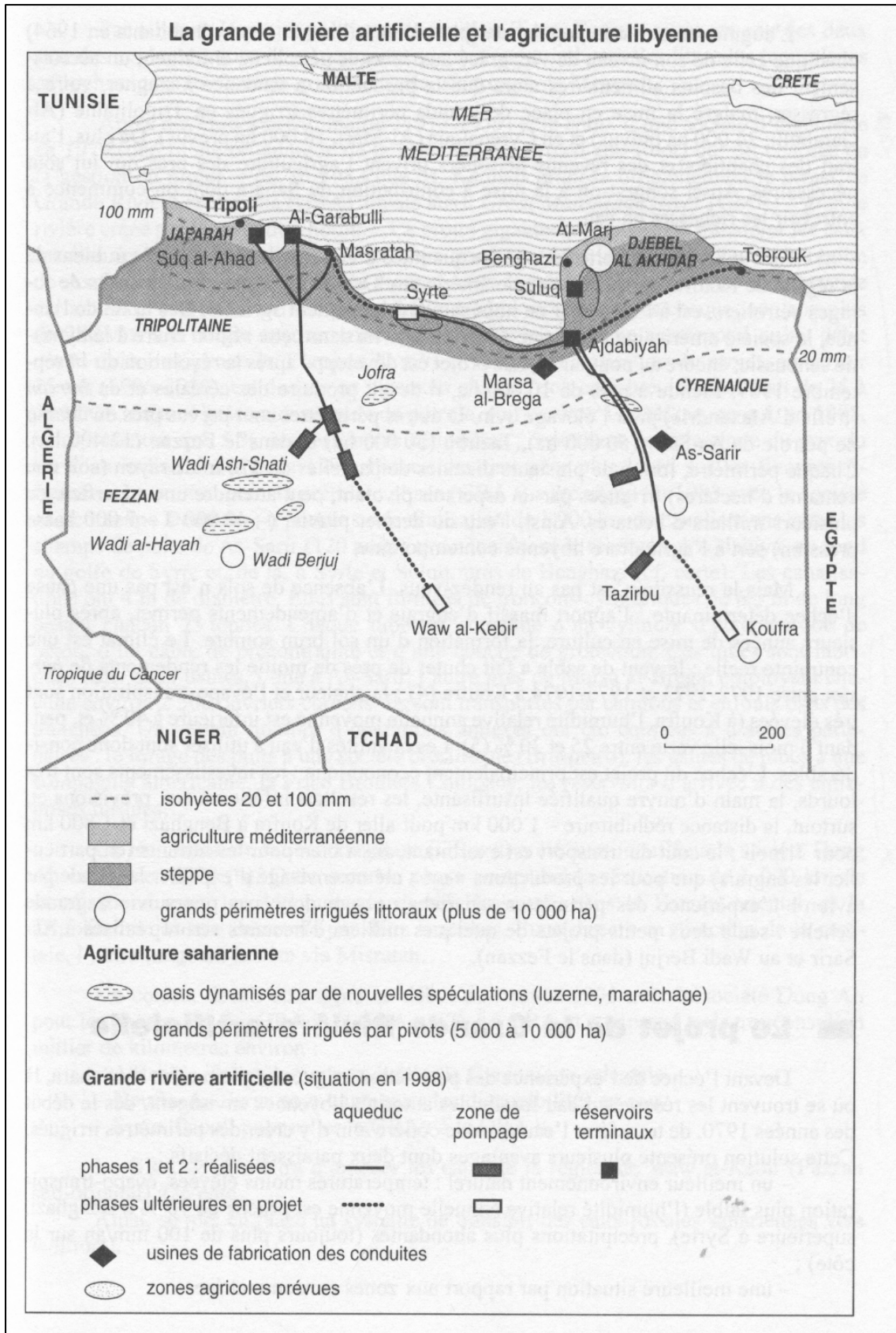
Carte physique de la Libye



Base 801964 (R00515) 5-93

ANNEXE 2

La grande rivière artificielle



ANNEXE 3 Les tentatives d'union de KADHAFI

Avec l'Égypte :

Dans le courant de l'année 1973, après avoir accepté, le 4 août à Benghazi, d'accélérer le processus d'alliance avec la Libye au sein d'une nouvelle « République arabe unie », le président égyptien Anouar el-SADATE préfère mettre un terme à l'expérience. De plus, le président SADATE tient le colonel KADHAFI, lui le vibrant partisan de la cause arabe, dans l'ignorance du déclenchement de la Guerre du Kippour du 8 octobre 1973. La rupture avec l'Égypte, consommée en novembre 1973, se traduit par une très vive tension aux frontières. En effet, c'est une véritable guerre larvée sur fond d'incidents de frontière et de guerre des ondes, qui a lieu en 1977. Toutefois, un cessez-le-feu est obtenu grâce notamment aux bons offices du Palestinien Yasser ARAFAT et de l'Algérien Houari BOUMEDIENE. Cette longue brouille se nourrit ensuite de l'assassinat de SADATE célébré par la presse libyenne, en octobre 1981.

Avec l'Algérie :

Début 1973, BOUMEDIENE, se laisse convaincre de poser quelques jalons unitaires en créant une commission mixte entre l'Algérie et la Libye. Pour l'Algérie, qui vit fin 1975, comme un camouflet l'entente maroco-mauritanienne, l'alliance avec la Libye devient sans prix. Ainsi, le 28 décembre 1975, contre l'illusoire promesse « d'abolir les frontières algéro-libyennes dans le cas d'une reconnaissance par l'Égypte de l' « entité sioniste », le président BOUMEDIENE s'allie avec la Libye dans le conflit du Sahara occidental, qui, jusqu'en 1995, constituera l'un des plus sérieux obstacles à l'intégration maghrébine. Certes l'Algérie et la Libye ont en commun deux objectifs primordiaux : d'une part, contrecarrer la politique la politique française qu'ils trouvent sur leur chemin au Sahara, au Tchad et même au Zaïre ; d'autre part, contrecarrer dans le monde arabe les initiatives du président SADATE. En raison de positions divergentes en Afrique subsaharienne, il faut attendre octobre 1987, pour que les gouvernements libyen et algérien signent un accord de principe sur le projet d'une union politique qui devait être officiellement annoncée le 1er novembre, mais qui avorte compte tenu d'oppositions politiques internes en Algérie. Suite à cet échec, les relations diplomatiques entre l'Algérie et la Libye se crispent en octobre 1992, après que les autorités algériennes eurent accusé la Libye d'apporter son appui aux mouvement islamistes algériens. Ceci s'aggrave en 1993, lorsque le colonel KADHAFI propose une médiation entre le régime

algérien et les chefs du FIS, qu'il a alors appelés « ses amis ». Il faut attendre l'arrivée du général Liamine ZEROUAL au pouvoir en Algérie pour entamer de nouvelles négociations, qui aboutissent à la réconciliation entre les deux pays, officialisée lors du sommet de l'Union du Maghreb Arabe à Tunis en avril 1994.

Avec la Tunisie :

Le 12 janvier 1974, Habib BOURGHIBA se retire brutalement d'un projet de fusion et trahit la signature qu'il vient d'apposer en bonne et due forme au bas d'un traité créant une « République arabe et islamique » commune aux deux pays, dotée « d'une seule constitution » et « d'une seule armée ». La rupture avec la Tunisie se manifeste ensuite par une forte animosité et des tentatives de déstabilisation.

Avec le Maroc :

Le soutien bruyant exprimé aux rebelles de Skhirat, puis aux « sécessionnistes sarahouis » conduit, à compter de juillet 1971, à faire du titulaire du trône marocain un ennemi acharné. Après une tentative de relance des relations entre les deux Etats, à partir du 13 août 1984, sur fond d'une possible union « arabo-africaine », qui permet surtout au monarque marocain de faire cesser le soutien libyen au front Polisario (accord d'Oujda), une seconde rupture avec le Maroc se produit le 28 août 1986. Cette rupture se fait cependant sans confrontation, après le refus du roi HASSAN II d'apporter son soutien à la Libye suite à l'attaque américaine et alors qu'il entamait des pourparlers avec Israël.

ANNEXE 4 Les échecs militaires de la Libye

L'intervention en Ouganda :

C'est en Ouganda que KADHAFI fait, dès 1972, sa première incursion militaire en Afrique, où il cherche un terrain de substitution propre à satisfaire ses ambitions. Dans une perspective de réislamisation de l'Afrique Noire, l'Ouganda chrétien se présente bien comme un terrain de prosélytisme susceptible de valider les thèses et les projets du colonel KADHAFI, d'où son importance malgré sa situation géographique éloignée de la Libye. Suite à l'instauration du régime de terreur de Idi Amin DADA, en janvier 1972, puis à la rupture de la coopération israélienne en Ouganda, KADHAFI assure au dictateur ougandais une garde prétorienne de 400 hommes et un soutien financier substantiel. En 1979, après la riposte militaire tanzanienne, Idi Amin DADA, aux abois, fait appel à son meilleur allié. KADHAFI expédie immédiatement, au profit de Kampala, une force de 2000 hommes équipés. Toutefois, la coalition libyo-ougandaise est mise en déroute par les forces tanzaniennes.

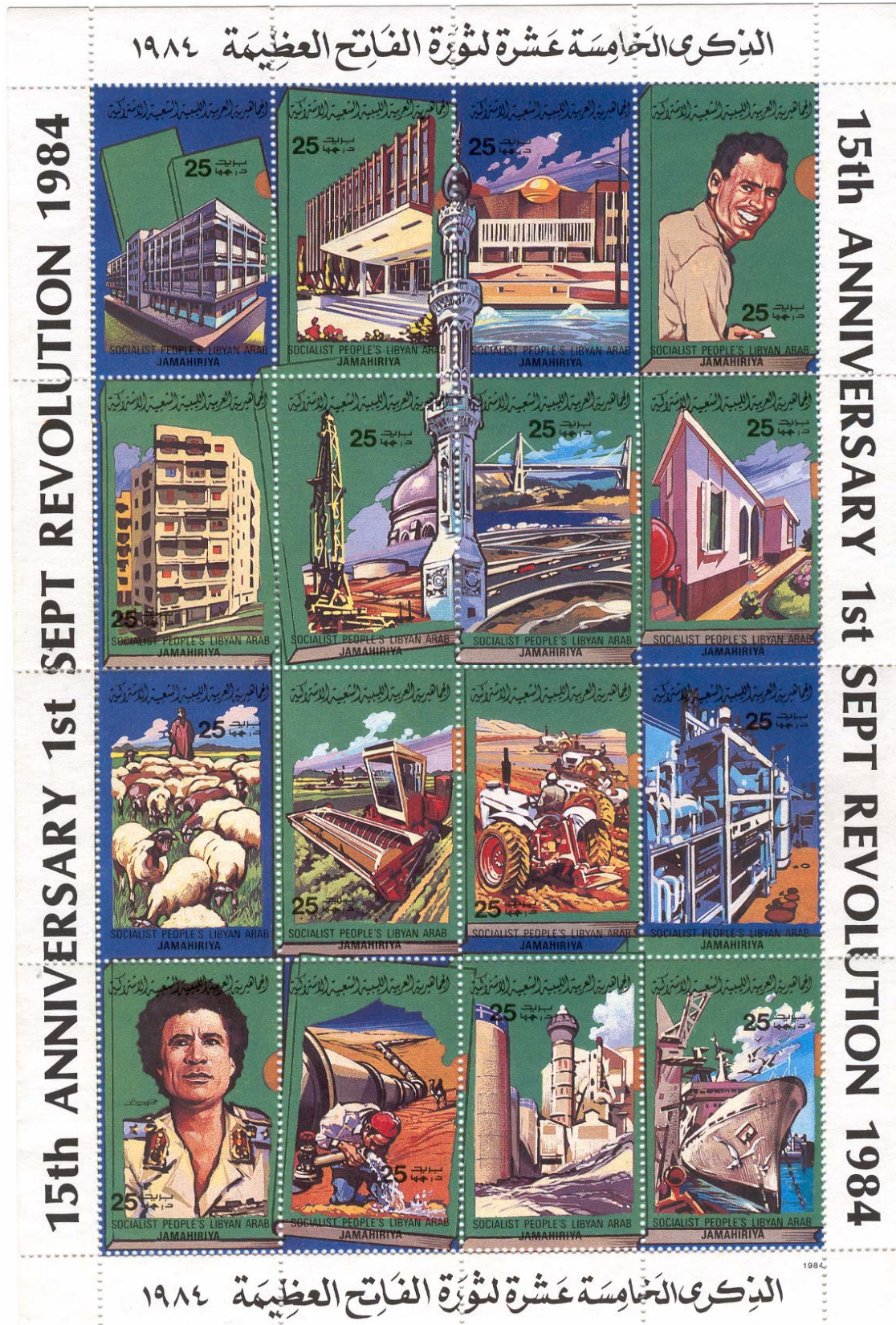
L'intervention au Tchad :

Au cours de la guerre opposant la Libye et le Tchad de 1973 à 1987, le colonel KADHAFI a engagé son armée, dont les défaites ont mis un terme aux illusions de puissance militaire régionale de la Libye. En fait, la proximité géographique du Tchad, le contentieux territorial datant de la colonisation, et une guerre civile au Tchad, sont les trois facteurs qui ont poussé le colonel KADHAFI à intervenir militairement. L'intervention libyenne au Tchad débute par l'occupation de la Bande d'Aouzou en 1973, territoire tchadien dont la possession était revendiquée par la Libye depuis son indépendance (contrôle des réserves d'eau). Peu à peu, la Libye prend fait et cause pour le GUNT de Goukouni OUEDDEYE qui affronte pour la conquête du pouvoir les Forces Armées du Nord (FAN) d'Hissène HABRE. Le soutien matériel et humain libyen permet de décimer les troupes d'HABRE. Mais en 1982, Hissène HABRE, dont les troupes ont été réarmées et réorganisées avec l'aide des Etats-Unis, de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, entame une campagne éclair de reconquête du Tchad qui aboutit à la prise de N'Djamena et à la déclaration de la 3ème république tchadienne le 7 juin 1982. Ulcéré, KADHAFI entreprend une nouvelle campagne avec le GUNT, dont le premier acte se traduit par la prise de l'oasis de Faya-Largeau en août 1983. La dégradation de la

situation amène la France à s'engager militairement au Tchad et le Président MITTERAND décide le lancement des opérations Manta en 1984 et Epervier en 1986. La situation tourne peu à peu à l'avantage du camp d'Hissène HABRE, qui lance une offensive pour briser l'armée arabophone libyo-tchadienne. Les troupes libyennes sont décimées à Fada, le 2 janvier 1987 ; elles subissent une nouvelle défaite les 19 et 20 mars en tentant de reprendre Fada, puis, entre le 22 mars et 1er avril 1987, la base de Ouadi Doum est prise et, enfin, tout le territoire tchadien est libéré. En dernier lieu, suite aux violentes ripostes libyennes, les Tchadiens lancent une offensive éclair sur la base aérienne de Maaten Es Sara, à cent kilomètres à l'intérieur du territoire libyen, la détruisent le 5 septembre 1987, humiliant définitivement les forces libyennes à l'intérieur de leurs frontières les plus incontestables. En 1988, le colonel KHADAFI admet ouvertement et publiquement les erreurs de son engagement au Tchad, déclare adopter une approche plus pragmatique de ses relations avec les pays africains et arabes. Un accord, signé à Alger le 31 août 1989 avec Hissène HABRE, engageant chacune des parties à respecter le verdict que donnera la Cour Internationale de Justice, met un terme à dix années de conflit. Ainsi, dix ans d'aventures libyennes en Afrique subsaharienne se terminent par une cinglante défaite. De surcroît, dans l'affaire du Tchad, le dernier coup dur pour la Libye a été porté sur le terrain juridique. En effet, la décision de la Cour Internationale de Justice de la Haye a attribué, dans son verdict sans contestation possible du 3 février 1994, la propriété pleine et entière de la Bande d'Aouzou au Tchad. Dans un contexte où il se trouve déjà isolé de la communauté internationale, KADHAFI s'est apparemment plié aux termes de l'arrêt de la CIJ.

En conclusion, les initiatives africaines du colonel KADHAFI ont surtout mis la Libye dans une position difficile vis-à-vis des pays du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne.

ANNEXE 5 Série de timbres à la gloire de KADHAFI



Le 15^e anniversaire de la révolution du 01 septembre 2005

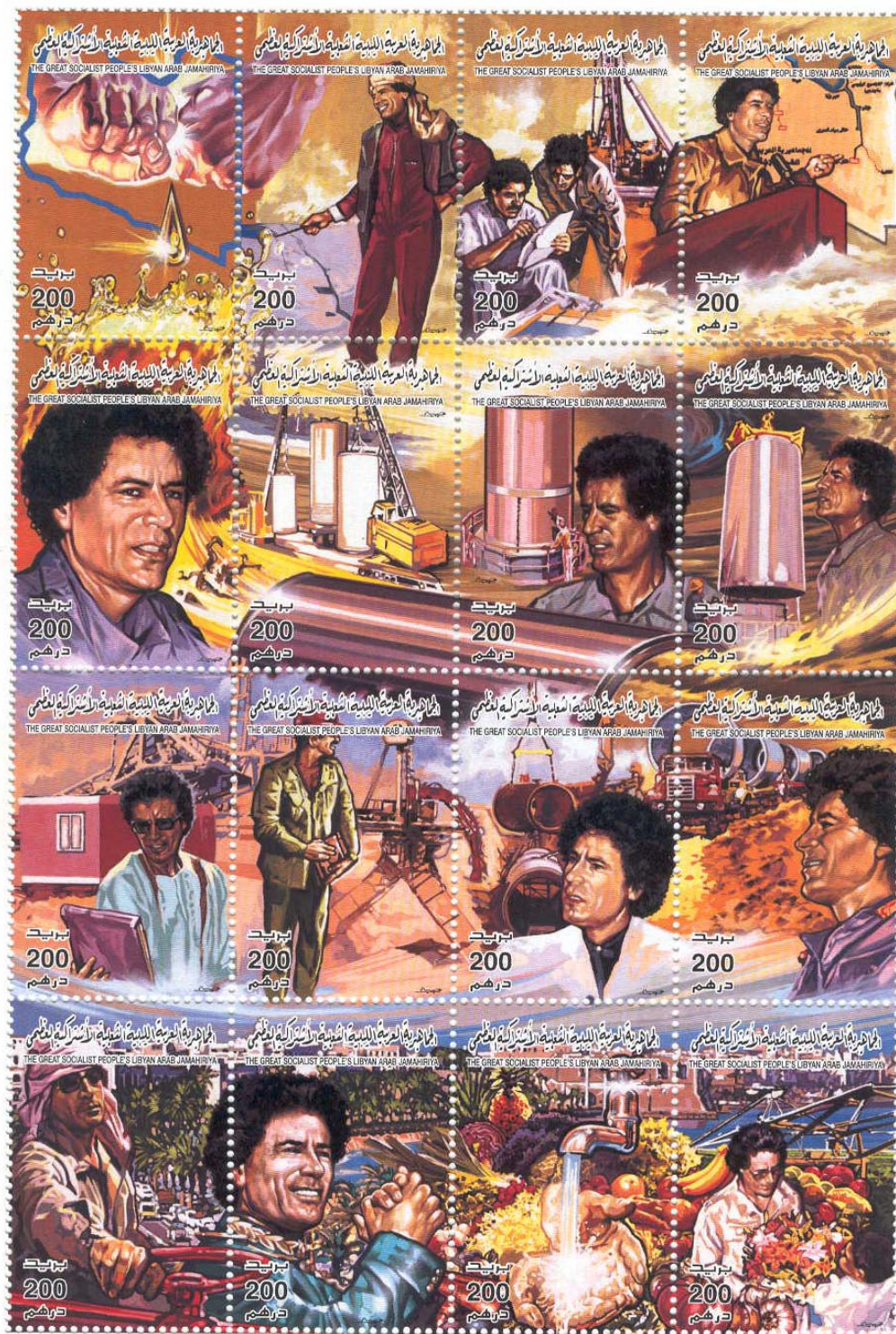
الاعتداء الأمريكي على الجماهيرية العظمى



AMERICAN AGGRESSION

Hommage aux victimes du raid américains de 1986

النهر الصناعي العظيم



THE GREAT MAN MADE RIVER

La rivière artificielle source de vie et de progrès pour les Libyens

Les ministres ont signé une déclaration commune

Par Zouaoui Mouloud, Le Jeune Indépendant, 21 décembre 2004

Le 21 décembre 2004, les ministres de la Défense des dix pays des deux rives de la Méditerranée ont signé une déclaration commune sur «la sécurité dans la région méditerranéenne», à l'occasion de la réunion de «5+5» à Paris. Cette déclaration commune, qui «définira un programme et un calendrier de travail» touchant à «la sécurité dans la région méditerranéenne», a été examinée par les ministres avant la signature du document au ministère français de la Défense. Tous les pays ont été représentés au niveau ministériel, à l'exception de la Libye, dont la délégation a été conduite par le major général Ahmed Mahmoud Az Zwai, directeur de l'organisation centrale des acquisitions, de la recherche et de l'industrie dans le domaine militaire. Outre Mme Alliot-Marie seront présents les ministres algérien Yazid Zerhouni (représentant le président Bouteflika titulaire du portefeuille de la Défense), espagnol José Bono Martinez, italien Antonio Martino, maltais Anthony Abela (secrétaire d'Etat), marocain Abderahmane Sbai, mauritanien Baba Ould Sidi, portugais Paulo Portas et tunisien Hedi Mhenni. C'est la première fois dans les rapports entre les dix pays que la coopération en matière de défense a été évoquée. Elle intervient après l'examen, lors des précédentes rencontres au sein de ce dialogue entre les dix, d'une série de dossiers dont celui de l'immigration.

Cette rencontre intervient après celle qui a rassemblé le mois dernier les ministres des Affaires étrangères à Oran. Un rendez-vous qui avait été consacré aux questions d'immigration et de lutte contre le terrorisme et au cours duquel les dix pays avaient convenu de se rencontrer à Paris pour évoquer les problèmes de défense. Selon les sources officielles françaises, il a été question au cours de cette réunion de «faire un inventaire et d'identifier des pistes de travail» dans les domaines de la sécurité et de la défense. «Le ministre français va proposer à ses collègues d'identifier les questions de coopération régionale, qui sont en rapport avec la sécurité, la défense, et qui peuvent ensuite donner matière à des plans d'action en commun». Le partenariat militaire est un dossier prioritaire pour la France. Lors de sa visite en juin dernier à Alger, la ministre française de la Défense, Mme Michelle Alliot-Marie, avait affirmé qu'il existait entre l'Algérie et la France une vision commune pour mettre en œuvre un partenariat en matière de défense et de sécurité, notamment en Méditerranée. Elle avait également laissé entendre que la France était disposée à vendre des équipements militaires à l'Algérie. Cela, d'autant que des réunions d'experts en matière de défense, algériens et français, ont eu lieu à plusieurs reprises pour examiner ce dossier.

Mme Alliot-Marie avait également proposé d'établir un partenariat de défense entre le sud de l'Europe et le Maghreb, soulignant alors que «la stabilité du Maghreb doit être l'objectif prioritaire ». Cet objectif nécessite d'y intégrer pleinement la Libye.

ANNEXE 7

Dialogue Euro méditerranéen

Les ministres de la Défense du pourtour occidental de la Méditerranée à Paris

Par Djamel Bouatta Liberté, 21 décembre 2004

Pour la première fois, les ministres de la Défense des 5+5 du pourtour occidental de la Méditerranée (Portugal, Espagne, France, Italie, Malte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie) se retrouvent à Paris pour explorer les voies et moyens d'une coopération en matière de défense et de sécurité dans leur espace. De fait, il s'agit de relancer le processus de Barcelone qui vient de boucler une décennie d'existence. L'Europe du Sud doit, en effet, rassurer ses voisins du Sud que l'élargissement de leur union à l'Est ne se fera pas à leur détriment. D'ailleurs, depuis un certain temps, Européens et Maghrébins n'arrêtent pas de se concerter.

En septembre, juste après le sommet des 5+5 qui s'est tenu à Tunis, Alger avait accueilli la 3e conférence ministérielle sur les migrations en Méditerranée occidentale. La partie algérienne devait, à cette occasion, remettre les pendules à l'heure en rappelant sa ferme hostilité à l'ouverture de centres d'accueil et de tri sur son propre territoire comme l'envisageaient quelques membres de l'UE pour se débarrasser de leurs immigrés indésirables. L'Italie de Berlusconi a même souhaité voir le Maghreb se transformer en sas de sécurité pour ses voisins du Nord. La Libye est seule à succomber à cette démarche contre une aide financière pour renforcer ses frontières avec l'Afrique noire et la formation de policiers pour cette activité.

En novembre, Oran devait devenir une capitale diplomatique le temps d'une rencontre des 10 ministres des Affaires étrangères de la Méditerranée occidentale. Cette rencontre devait traiter trois thèmes, les migrations, l'intégration maghrébine et la sécurité. La polémique sur le Sahara occidental a permis à l'Algérie de réitérer ses positions, réfutant toute idée de médiation avec le Maroc pour la simple raison que le conflit du Sahara occidental oppose Marocains et Sahraouis et que sa solution reste dans l'application des résolutions onusiennes. Alger devait également plaider pour une véritable refondation de l'UMA dont, au-delà des méandres politiques, le dispositif ne répond pas aux nouvelles exigences et encore moins face à une Europe qui s'intègre à grande vitesse en s'élargissant à l'Est. Alger ambitionne de promouvoir une véritable diplomatie maghrébine et de transformer l'actuel conseil consultatif en parlement maghrébin. La Libye, après avoir refusé de présider l'UMA, s'est finalement rétractée, convaincue à son tour que face à l'UE, les Maghrébins n'ont d'autre issue que de conjuguer leurs efforts et potentialités. Début décembre, Paris devait réunir les parlementaires des 5+5 avec au menu la coopération et toujours en tête des dossiers la question de l'immigration. Alger, victime également de l'immigration clandestine, s'est prononcée pour une approche globale du phénomène à travers, notamment des aides plus consistantes au développement local des viviers de l'immigration. L'idée étant de fixer les migrants potentiels en apportant chez eux le développement. Les présidents de l'Assemblée nationale et du Conseil de la nation ont déclaré que l'Algérie est prête à accueillir une rencontre euro-maghrébine sur les migrations pour crever l'abcès et trouver des solutions acceptables et durables. Pour ce qui est de la rencontre des ministres de la Défense, il s'agit de répertorier les

pistes de la coopération euro-méditerranéenne en rapport avec la sécurité et la défense. L'idée même d'une telle rencontre a été envisagée à Alger lors de la visite en juillet dernier de la ministre française de la Défense, Mme Michèle Alliot-Marie. Dans ce domaine précis de la défense, le terrain est du reste assez balisé par l'OTAN qui entend promouvoir avec les riverains du sud de la Méditerranée un partenariat de défense. Il reste que l'Espagne, à en croire El Mundo, déploierait en Méditerranée une soixantaine de missiles Patriot dont le gouvernement Zapatero a autorisé l'acquisition auprès de Berlin. Le ministre espagnol des AE devait pourtant plaider pour la transformation du processus de Barcelone en un véritable pacte politique entre le nord et le sud de la Méditerranée !